

RUBRIQUE 5. RAPPORT DE GESTION ET PERSPECTIVES

5.A. RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Introduction

Le présent rapport de gestion inclus dans la rubrique 5.A de ce formulaire 20-F de Brookfield Business Partners L.P. et ses filiales (collectivement, la « société en commandite » ou « nous ») porte sur la situation financière de notre société en commandite au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2017, ainsi que sur les résultats d'exploitation pour les exercices clos les 31 décembre 2018, 2017 et 2016. L'information présentée dans ce rapport de gestion doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés audités au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2017 et pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans close le 31 décembre 2018, contenus ailleurs dans le présent formulaire 20-F et préparés conformément aux normes IFRS publiées par l'IASB.

Le présent rapport de gestion contient des données historiques et des déclarations prospectives. Les lecteurs sont avisés que ces déclarations prospectives sont assujetties à des risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement de ceux qui sont présentés dans les déclarations prospectives. Se reporter à la rubrique intitulée « Note spéciale concernant les énoncés prospectifs » au début du présent formulaire 20-F.

Continuité des intérêts communs

Le 20 juin 2016, Brookfield a conclu la scission-distribution de la société en commandite au moyen d'un dividende exceptionnel distribué sous forme d'une portion de nos parts de société en commandite aux porteurs des actions à droit de vote restreint de catégorie A et de catégorie B de Brookfield (la « scission-distribution »). Le 1^{er} juin 2016, nous avons acquis la quasi-totalité des services commerciaux et des activités industrielles de Brookfield et reçu de Brookfield 250 M\$ en trésorerie. En contrepartie, Brookfield a reçu i) environ 55 % de nos parts de société en commandite et 100 % de nos parts de commandité, ii) des parts de société en commandite spéciales et des parts de rachat-échange de la société de portefeuille SEC, qui représentent une participation d'environ 52 % dans la société de portefeuille SEC et iii) 15 M\$ d'actions privilégiées de certaines de nos filiales. Au 31 décembre 2018, Brookfield détenait une participation approximative de 68 % dans la société en commandite, compte tenu d'un échange intégral. Les porteurs de parts de commandité, de parts de société en commandite, de parts de société en commandite spéciales et de parts de rachat-échange seront collectivement appelés les « porteurs de parts » tout au long du présent rapport de gestion. Les parts de société en commandite et les parts de rachat-échange présentent les mêmes caractéristiques économiques à tous les égards, à l'exception du fait que les parts de rachat-échange peuvent, à la demande de Brookfield, être rachetées en totalité ou en partie contre un montant en trésorerie correspondant à la valeur de marché de une part de société en commandite, multipliée par le nombre de parts de rachat-échange (sous réserve de certains ajustements). Par conséquent, à titre de porteur de parts de rachat-échange, Brookfield a droit au résultat net et aux distributions par part équivalant à la participation par part des parts de la société en commandite. Toutefois, compte tenu de l'option de rachat dont il est fait mention précédemment et du fait qu'elles ont été émises par notre filiale, nous présentons les parts de rachat-échange en tant que composante des participations ne donnant pas le contrôle.

Brookfield contrôlait directement et indirectement l'Entreprise avant la scission-distribution et elle a continué, par l'intermédiaire de sa participation dans la société en commandite, de contrôler cette dernière après la scission-distribution. Par conséquent, nous avons reflété les activités de l'Entreprise de même que sa situation financière et ses résultats d'exploitation d'après les valeurs comptables inscrites par Brookfield avant la scission-distribution.

Afin de refléter la continuité des intérêts communs, ce rapport de gestion fournit de l'information comparative sur l'Entreprise pour les périodes précédant la scission-distribution, telles que ces données ont été présentées précédemment par Brookfield.

Mode de présentation

Pour les périodes antérieures à la scission-distribution du 20 juin 2016, nos résultats représentent les actifs, les passifs, les produits, les charges et les flux de trésorerie détachés de l'Entreprise qui nous ont été fournis en apport, et ils incluaient les attributions des charges générales de l'entreprise avant la scission-distribution. Ces charges, avant la scission-distribution, avaient trait à certaines fonctions de surveillance opérationnelle et aux technologies de l'information, aux installations et à d'autres coûts indirects connexes. Elles ont été attribuées en fonction des effectifs. Ces charges attribuées ont été incluses, le cas échéant, dans nos états consolidés du résultat net avant la scission-distribution. Toutefois, ces montants attribués pourraient ne pas refléter la charge que nous aurions engagée en tant que société ouverte indépendante pour les périodes présentées. Depuis la scission-distribution, les charges générales de la société mère ne nous sont plus attribuées, car les fonctions auxquelles elles se rapportent sont maintenant exécutées en vertu de la convention-cadre de services conclue avec Brookfield.

Nous présentons aussi une analyse des résultats d'exploitation par secteur correspondant à notre vision et à notre façon de gérer nos activités. Nos secteurs opérationnels sont les suivants : i) Services commerciaux; ii) Services d'infrastructures; iii) Activités industrielles; et iv) Siège social et autres.

Les mesures non conformes aux normes IFRS utilisées dans le présent rapport de gestion font l'objet d'un rapprochement avec ces données financières ou sont calculées d'après ces dernières. Sauf indication contraire, tous les montants présentés en dollars sont exprimés en millions de dollars américains. Le symbole « \$ AU » se rapporte aux montants exprimés en dollars australiens. Le symbole « BRL » se rapporte aux montants exprimés en reales brésiliens. Le symbole « £ » se rapporte aux montants exprimés en livres sterling. Le symbole « € » se rapporte aux montants exprimés en euros. Le symbole « \$ CA » se rapporte aux montants exprimés en dollars canadiens.

Aperçu de notre Entreprise

La société en commandite est une société en commandite exonérée des Bermudes enregistrée en vertu de la Bermuda Limited Partnership Act of 1883, dans sa version modifiée, et de la Bermuda Exempted Partnerships Act of 1992, dans sa version modifiée.

Notre société en commandite a été établie par Brookfield afin de constituer sa principale société en commandite ouverte pour l'exploitation de ses services commerciaux et activités industrielles. Nous exerçons nos activités principalement au Canada, en Australie, au Royaume-Uni, aux États-Unis, au Brésil et au Moyen-Orient. Les activités de la société en commandite sont axées sur la détention et l'exploitation d'entreprises de grande qualité qui ont de faibles coûts de production ou qui bénéficient d'importantes barrières à l'entrée. Nous visons à créer de la valeur en accroissant les flux de trésorerie de nos entreprises, en poursuivant une stratégie d'acquisition axée sur les activités et en réinvestissant au moment opportun les capitaux générés par les activités et les cessions réalisées au sein de nos activités existantes, par les nouvelles acquisitions et par les investissements. La société en commandite a pour but de dégager des rendements pour les porteurs de parts, principalement au moyen de l'appréciation du capital et d'un taux de distribution modéré.

Secteurs opérationnels

Nous avons quatre secteurs opérationnels organisés en fonction de la façon dont la direction regroupe ses activités au sein de certains secteurs précis :

- i) Le secteur Services commerciaux comprend la distribution et la commercialisation de carburants pour véhicules routiers, la gestion d'installations, les services immobiliers résidentiels, les services de logistique, les services-conseils financiers, les services liés au divertissement, les services sans fil à large bande et les services de construction;
- ii) Le secteur Services d'infrastructures comprend un fournisseur mondial de services dans le secteur de la production d'énergie et un fournisseur de services dans le secteur de la production pétrolière extracôtière;
- iii) Le secteur Activités industrielles comprend les activités d'exploitation minière, les activités manufacturières, les services de gestion des eaux et eaux usées ainsi que la prospection et la production de gaz naturel;

[Table des matières](#)

- iv) Le secteur Siège social et autres englobe la gestion de la trésorerie générale et des liquidités et les activités liées à la gestion de la relation de la société en commandite avec Brookfield.

Nous revoyons périodiquement la structure organisationnelle et la structure de gouvernance de nos activités. Dans le cadre de l'acquisition de Westinghouse et de la cession de notre entreprise énergétique en Australie, nous avons revu la structure organisationnelle et la structure de gouvernance de nos activités et nous avons modifié la façon dont la société en commandite évalue l'information financière aux fins de la prise de décisions par la direction, ce qui a donné lieu à une modification de nos secteurs opérationnels.

Plus particulièrement, nos secteurs Services de construction et Services commerciaux ont été regroupés en un seul secteur opérationnel appelé Services commerciaux. Notre nouveau secteur opérationnel Services d'infrastructures comprend nos placements dans Westinghouse et dans Teekay Offshore. Le secteur Énergie a été éliminé, et nos activités restantes liées à l'énergie sont évaluées et présentées au sein de notre secteur Activités industrielles. La société en commandite a appliqué ces changements de secteurs de manière rétrospective pour toutes les périodes présentées.

Le tableau ci-dessous présente la répartition, entre les secteurs opérationnels, de l'actif total de 27,3 G\$ au 31 décembre 2018 et du total des produits de 37,2 G\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Secteurs opérationnels

	Actif	Produits
	Au 31 décembre 2018	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018
(en millions de dollars américains)		
Services commerciaux	7 613 \$	30 847 \$
Services d'infrastructures	11 640	2 418
Activités industrielles	7 650	3 896
Siège social et autres	415	7
Total	27 318 \$	37 168 \$

Services commerciaux

Notre secteur Services commerciaux est principalement constitué de services i) de distribution et de commercialisation de carburants pour véhicules routiers; ii) de gestion d'installations; iii) de logistique; et iv) de construction.

Notre entreprise de stockage et de distribution de carburants pour véhicules routiers est le plus gros fournisseur de carburants pour véhicules routiers au Royaume-Uni, grâce à son importante infrastructure d'importation et de stockage, à son réseau de distribution étendu et à ses relations clients à long terme. Les produits et les coûts d'exploitation directs de cette entreprise comprennent une taxe à payer au gouvernement du Royaume-Uni. Le montant brut de cette taxe est comptabilisé dans les produits et les coûts directs, sans incidence sur la marge générée par l'entreprise.

En 2017, nous avons acquis 213 stations-service de détail et dépanneurs connexes d'une entreprise de commercialisation de carburants au Canada qui, selon nous, profite déjà d'une importante étendue et d'une grande fidélité de la clientèle grâce au programme de fidélité PC Optimum. En 2018, nous avons achevé le déploiement de la nouvelle marque Mobil sous laquelle toutes nos stations-service de détail sont désormais exploitées. Durant l'exercice, nous avons également conclu une acquisition complémentaire et détenons aujourd'hui 234 stations-service de détail et dépanneurs connexes.

Notre entreprise de gestion d'installations nous permet d'offrir des services de gestion immobilière, d'exploitation et d'entretien d'immeubles et d'autres solutions à valeur ajoutée ainsi que des services-conseils stratégiques à différents clients provenant de divers secteurs, y compris des organismes publics, des organismes militaires, des institutions financières, des entités de services publics, des entreprises du secteur industriel et des sièges sociaux. Après la fin de l'exercice, de concert avec des partenaires institutionnels, nous avons annoncé la conclusion d'une entente visant la vente de notre entreprise de gestion d'installations à CCMP Capital Advisors, LP pour une contrepartie d'environ 1 G\$. La clôture de la transaction demeure assujettie aux conditions de clôture habituelles et devrait avoir lieu au deuxième trimestre de 2019.

[Table des matières](#)

Notre entreprise de services de relocalisation nous permet d'offrir des services de relocalisation d'employés à l'échelle mondiale et des services connexes sur une base individuelle ou institutionnelle, et de toucher des honoraires divers en gérant le processus de relocalisation d'employés, de vente de résidences et de gestion des charges pour le compte de nos clients.

Notre entreprise de services de construction est un entrepreneur mondial de premier plan qui mise tout particulièrement sur la construction de grande qualité et qui exerce principalement ses activités relativement aux immeubles de prestige complexes et à grand déploiement et des infrastructures sociales. Les projets de construction sont généralement administrés en vertu de contrats, à l'égard desquels nous assumons la responsabilité de la conception, du programme des travaux, des achats et de la construction, en contrepartie d'un prix déterminé. La plupart des activités de construction sont généralement confiées en sous-traitance à des spécialistes reconnus qui ont les mêmes obligations que celles énoncées dans le contrat de construction principal. Une plus petite partie des activités consiste en la gestion de la construction dans le cadre de laquelle nous facturons des frais pour la coordination des sous-traitants engagés par le client. Nous devons habituellement fournir des garanties pour les travaux exécutés, soit conformément aux dispositions précisées dans le contrat conclu avec le client ou selon les exigences réglementaires locales. Nous offrons des garanties bancaires et des cautionnements aux clients et demandons aux sous-traitants des garanties ou effectuons des retenues de garantie.

Nous comptabilisons les produits et les coûts en fonction du degré d'avancement des travaux prévus au contrat à la date de clôture, mesuré selon la proportion des coûts du contrat engagés pour les travaux effectués à la date considérée par rapport au total des coûts estimés du contrat. Une grande partie des produits et des coûts liés à nos projets de construction sont gagnés et engagés en Australie et en Europe, et ils subissent principalement l'incidence des fluctuations du dollar australien et de la livre sterling. Une grande partie de nos produits provient de projets importants, et les résultats de nos activités de construction peuvent varier trimestriellement et annuellement, selon le volume des travaux au cours d'une période donnée. Étant donné que nous sommes actifs à l'échelle mondiale, nos activités sont touchées par la conjoncture économique générale et la croissance économique des régions précises où nous offrons nos services de construction.

Certains de nos services commerciaux ont un caractère saisonnier et sont tributaires du niveau général de l'activité économique ainsi que du volume de services achetés par nos clients qui en découle.

Services d'infrastructures

Notre nouveau secteur Services d'infrastructures comprend actuellement i) un fournisseur mondial de services d'infrastructures dans le secteur de la production d'énergie, grâce à notre acquisition de Westinghouse; et ii) un fournisseur de services dans le secteur de la production pétrolière extracôtière, grâce à notre participation dans Teekay Offshore.

Le 1^{er} août 2018, nous avons acquis Westinghouse, un fournisseur mondial de services d'infrastructures dans le secteur de la production d'énergie. La société en commandite a financé environ 405 M\$ du prix d'achat des titres de capitaux propres pour une participation de 44 %. Westinghouse est l'un des plus grands fournisseurs mondiaux de services d'infrastructures dans le secteur de la production d'énergie, et l'entreprise tire une grande partie de son bénéfice des services réguliers de rechargement du combustible et d'entretien, principalement en vertu de contrats à long terme.

Westinghouse est le fabricant d'équipement d'origine ou fournisseur de technologie pour environ 50 % des centrales nucléaires dans le monde et assure la prestation de services pour près des deux tiers des réacteurs nucléaires dans le monde. À l'avant-garde du secteur et faisant preuve d'innovation technologique depuis plusieurs décennies, Westinghouse dispose d'une main-d'œuvre hautement qualifiée possédant un savoir-faire dans un large éventail de technologies et des compétences de classe mondiale. Les principaux marchés de Westinghouse sont l'Amérique du Nord, l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie.

Les activités de Westinghouse génèrent des produits tout au long du cycle de vie d'une centrale nucléaire. Sa gamme de produits et de services contribue à l'exploitation sécuritaire et fiable du parc nucléaire actuel. Westinghouse offre le combustible essentiel au fonctionnement, des services d'entretien continu et des solutions techniques. Westinghouse participe également à la décontamination, au démantèlement et à la remise en état des sites des centrales à la fin de leur durée d'utilité ainsi qu'à la construction de nouveaux réacteurs, en plus de fournir de la technologie et du matériel pour les nouvelles centrales à l'échelle mondiale.

Table des matières

La rentabilité des activités principales de Westinghouse axées sur les centrales en exploitation repose en grande partie sur les arrêts pour entretien et rechargement du combustible qui surviennent à intervalles réguliers. Malgré leur caractère saisonnier, ces périodes d'arrêt et services fournis sont imposés par des normes de réglementation, ce qui crée une demande stable pour les services de Westinghouse. Nous nous attendons à des variations saisonnières au cours d'un même exercice et d'un exercice à l'autre, en fonction du calendrier préétabli des cycles d'arrêt des centrales clientes. Westinghouse génère une grande partie de ses produits à l'automne et au printemps, pendant les périodes d'arrêt des centrales où les travaux d'entretien et de rechargement du combustible sont effectués. Outre la prestation de ces services récurrents, Westinghouse effectue des travaux de modernisation et axés sur des événements pour les centrales en exploitation, fabrique du matériel et de l'instrumentation et fournit des contrôles pour les nouvelles centrales.

Teekay Offshore Partners L.P. (« Teekay Offshore »), notre fournisseur international de services dans le secteur de la production pétrolière extracôtière, se spécialise dans les services de transport, de production pétrolière, de stockage et de remorquage sur de longues distances en mer ainsi que d'installation, d'entretien et de sécurité des activités extracôtières. Teekay Offshore exploite des pétroliers navettes (des navires hautement spécialisés équipés de systèmes de positionnement dynamique servant au déchargement des plateformes pétrolières extracôtières), des unités flottantes de production, de stockage et de déchargement en mer (« unités FPSO »), des unités flottantes de stockage et de déchargement en mer (« unités FSO ») et des navires de remorquage sur longues distances hautement spécialisés et également équipés de systèmes de positionnement dynamique. L'entreprise exerce ses activités dans des régions pétrolifères sélectionnées à l'échelle mondiale, notamment en mer du Nord (Norvège et Royaume-Uni), au Brésil et au Canada.

À titre d'entreprise qui tire des honoraires de services essentiels, elle a une exposition directe restreinte au risque sur marchandises, et la société possède un important portefeuille de contrats à taux fixe à moyen et à long terme conclus principalement avec des contreparties de première qualité. En outre, la plupart des services fournis par l'entreprise comportent des frais de changement de fournisseur élevés, représentent une petite portion de l'ensemble des coûts de production et, pour les clients, sont essentiels pour générer des produits.

Le 3 juillet 2018, nous avons augmenté notre participation dans Teekay Offshore GP L.L.C. (« Teekay Offshore GP ») pour la faire passer de 49 % à 51 %, ce qui s'est traduit par l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans Teekay Offshore. Nos produits dépendent en grande partie des contrats conclus avec nos clients, et ils sont principalement fondés sur des honoraires et ainsi comptabilisés quotidiennement de façon linéaire sur la durée des contrats. À titre d'entreprise qui tire des honoraires de services essentiels, elle a une exposition directe restreinte au risque sur marchandises et possède un important portefeuille de contrats à taux fixe à moyen et à long terme conclus principalement avec des contreparties de première qualité.

Activités industrielles

Notre secteur Activités industrielles comprend principalement i) des activités d'exploitation minière d'agrégats et de métaux de spécialité au Canada; ii) certaines activités de fabrication industrielle comprenant principalement la fabrication d'électrodes de graphite à l'échelle mondiale et la fabrication de produits de soutien à l'infrastructure au Canada; iii) les services de gestion des eaux et eaux usées au Brésil; et iv) la prospection et la production de gaz naturel.

Nous détenons des participations dans des activités d'exploitation minière d'agrégats et de métaux de spécialité au Canada. Ces activités minières consistent actuellement en une carrière de granulats calcaires située dans le nord de l'Alberta, au Canada, et la mine du Lac des Îles (« LDI »), en Ontario, au Canada. Les réserves minérales prouvées de la carrière de calcaire totalisent 459,2 millions de tonnes, et les réserves minérales probables, 539,5 millions de tonnes. Le volume de ventes total pour 2018 s'est établi à 2,2 millions de tonnes.

En septembre 2018, les réserves souterraines et de surface de la mine du LDI étaient estimées à 40,9 millions de tonnes, d'une teneur moyenne en palladium de 2,31 g/t. Les passifs relatifs au démantèlement, qui se rapportent aux obligations juridiques et implicites découlant de la remise en état future du site et de la fermeture de sites miniers, sont comptabilisés lorsqu'ils prennent naissance, et un passif de même qu'un actif correspondant sont comptabilisés selon la meilleure estimation de la direction. Les coûts de remise en état sont garantis par une lettre de crédit, et les coûts de fermeture et de remise en état estimatifs font l'objet d'une provision dans la période comptable au cours de laquelle l'obligation découlant de la perturbation

[Table des matières](#)

connexe prend naissance. Le total de tonnes broyées a augmenté en 2018, pour atteindre 4 237 734 tonnes comparativement à 2 780 119 tonnes à l'exercice précédent. Cette augmentation reflète le retour du broyage à temps plein, complété par une augmentation de la production souterraine.

Notre secteur Activités industrielles inclut un fabricant d'électrodes de graphite et de coke en aiguilles utilisés dans la fabrication d'électrodes de graphite. Les électrodes de graphite sont surtout utilisées dans les fours électriques à arc des petites aciéries, et une part importante de nos ventes est réalisée dans le secteur de la production d'acier. Nous avons conclu l'acquisition de cette entreprise en août 2015, à un moment qui, à notre avis, correspondait à un creux du cycle du secteur en raison principalement de l'offre excédentaire et de la pression à la baisse sur les prix dans le marché de l'acier. Il s'agit d'un secteur d'activité hautement capitalistique qui présente d'importantes barrières à l'entrée et qui exige une expertise technique pour faire croître l'entreprise et assurer sa rentabilité. Nous avons rationalisé nos processus afin de réduire les délais de livraison et les coûts et d'offrir des produits et des services de qualité supérieure, ce qui devrait nous permettre de dégager des flux de trésorerie et d'afficher des rendements lorsque nous sortirons du creux de ce secteur cyclique.

En juin 2015, nous avons acquis une entreprise qui fabrique et commercialise un vaste éventail de produits d'infrastructure et de solutions d'ingénierie de construction. Nous avons réalisé l'acquisition en convertissant notre position sur un prêt à terme, position que nous avons acquise en 2011, en une participation dans l'entreprise conformément à un plan d'arrangement en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada). Avant la restructuration du capital, nos résultats consolidés reflétaient les intérêts et les frais liés à notre position sur le prêt. Nous fabriquons et commercialisons des systèmes d'ingénierie en béton préfabriqué, tels que des garages de stationnement, des ponts, des installations sportives et des enveloppes de bâtiments. Nous servons des clients provenant de divers secteurs et de partout au Canada. La demande en matière d'infrastructures influe directement sur la croissance et la rentabilité de ces activités. Nous sommes en passe de céder ces activités.

En mai 2018, de concert avec des partenaires institutionnels, nous avons acquis une participation donnant le contrôle dans Schoeller Allibert Group B.V. (« Schoeller Allibert »), un grand fournisseur d'emballages de plastique récupérable européen. Les actions restantes continuent d'être détenues par la famille fondatrice de l'entreprise. Schoeller Allibert bénéficie d'une solide position concurrentielle compte tenu de sa clientèle à grande échelle diversifiée et de longue date qui sert de nombreuses industries et de sa solide réputation d'innovation en matière de produits. L'entreprise exerce ses activités dans un secteur en croissance du domaine de l'emballage qui présente des tendances favorables à long terme, soutenues par l'intérêt grandissant pour la durabilité et la logistique. En outre, selon nous, Schoeller Allibert est une entreprise qui a la possibilité d'augmenter sa taille de manière organique en pénétrant de nouveaux marchés et en développant de nouveaux produits et au moyen d'acquisitions.

Schoeller Allibert exploite des sites de fabrication répartis dans toute l'Europe ainsi qu'un site situé à Phoenix en Arizona, emploie 2 000 employés et possède une clientèle diversifiée établie depuis longtemps. Nous sommes d'avis que nous pouvons profiter d'une part significative du potentiel de croissance du marché, créé par l'abandon des emballages non réutilisables, et réaliser les améliorations sur le plan de l'efficacité opérationnelle. Nous concentrons nos efforts sur la mise en œuvre de mesures d'amélioration de l'efficacité et sur la croissance de la plateforme.

En 2017, nous avons acquis une participation donnant le contrôle dans la plus grande société fermée de gestion des eaux au Brésil (« BRK Ambiental »). BRK Ambiental offre des services de gestion des eaux et eaux usées, ce qui comprend la collecte, le traitement et la distribution, à une vaste gamme de clients résidentiels, industriels, commerciaux et étatiques aux termes d'accords de concession à long terme ajustés en fonction de l'inflation, de PPP ou de contrats d'achat ferme partout au Brésil. Nous sommes d'avis que cette entreprise pourra tirer parti d'une plus grande part des améliorations liées aux réseaux d'aqueduc et d'égout prévues au Brésil au cours des 20 prochaines années, ce qui permettra d'investir d'importants capitaux supplémentaires offrant des rendements ajustés en fonction du risque stables et intéressants.

Nos activités de prospection et de production de gaz naturel mettent à profit l'historique et l'expérience de Brookfield en tant que propriétaire et exploitant d'entreprises hautement capitalistiques. Nous avons établi nos activités dans le secteur de l'énergie avec la même stratégie d'acquisition que nous avons adoptée au sein de notre entreprise en général; elles comprennent

[Table des matières](#)

la prospection et la production de gaz naturel au Canada par l'entremise de notre plateforme de méthane de houille, ou « MH », en Alberta, au Canada. Nous exploitons également des services d'entretien de puits et des activités de forage à contrat, principalement dans le bassin sédimentaire de l'Ouest canadien (le « BSOC »).

Nos biens canadiens produisent environ 42 000 barils d'équivalent pétrole par jour (« bep/j »). Nos biens de MH consistent en des réserves de longue durée, à faible taux d'épuisement, situées à de faibles profondeurs et présentant un niveau de risque et des projets d'investissement peu élevés. Les produits tirés de la vente de gaz sont comptabilisés lorsque le titre de propriété du produit est transféré à l'acheteur en fonction du volume livré ainsi que du point de livraison et du prix prévus au contrat. Les produits tirés de la production de gaz dans laquelle nous détenons une participation avec d'autres producteurs sont comptabilisés en fonction de notre participation directe. Les produits provenant de cette activité sont exposés aux fluctuations des prix des marchandises.

Notre entreprise pétrolière et gazière en Australie-Occidentale a été acquise en juin 2015 et était détenue par l'intermédiaire d'une participation dans une coentreprise. Le 26 novembre 2018, de concert avec des partenaires institutionnels, nous avons conclu la vente de cette entreprise à Santos Limited pour une contrepartie de 2,15 G\$ US. Dans le cadre de cet accord de vente, nous avons conservé le droit d'obtenir un paiement éventuel lié à l'important gisement de pétrole Dorado-1 découvert par Quadrant et à une redevance sur toute production future d'hydrocarbures découlant des tènements du bassin de Bedout appartenant à Quadrant. Cela nous permet de maintenir une exposition au potentiel de ces intérêts de prospection.

Dans notre secteur Activités industrielles, nous prévoyons engager des coûts futurs pour le démantèlement, l'abandon et la remise en état de nos actifs. La valeur actualisée de ces coûts futurs estimatifs de démantèlement, d'abandon et de remise en état est inscrite à l'actif et comptabilisée comme un passif à long terme.

Nos activités incluent également les activités de forage à contrat et les services d'entretien de puits effectués principalement dans le bassin sédimentaire de l'Ouest canadien (le « BSOC »). Nos produits tirés des activités de forage à contrat et d'entretien de puits sont tributaires des commandes et des contrats conclus avec les clients qui prévoient des prix fixes ou déterminables établis en fonction de tarifs journaliers, horaires ou contractuels. Une tranche importante des produits tirés des services d'entretien provient de grandes sociétés pétrolières et gazières nationales et mondiales qui ont des activités en Alberta, au Canada. Nos activités connaissent des fluctuations saisonnières puisque les conditions météorologiques influent sur notre capacité à déplacer le matériel lourd de façon sécuritaire et efficace dans les champs de pétrole et de gaz naturel de l'Ouest canadien. L'activité est habituellement à son plus haut niveau au cours des premier et quatrième trimestres, car le gel crée un sol stable permettant d'accéder facilement aux sites des puits et de déplacer plus aisément les appareils de forage et d'entretien, alors que le deuxième trimestre connaît généralement le plus faible niveau d'activité en raison des restrictions routières pendant le dégel printanier.

Siège social et autres

Le secteur Siège social et autres englobe la gestion de la trésorerie générale et des liquidités, et les activités liées à la gestion de la relation de la société en commandite avec Brookfield.

Perspectives

Nous nous efforçons d'augmenter les flux de trésorerie liés à nos activités d'exploitation au moyen d'acquisitions et d'occasions de croissance interne, comme il est décrit ci-dessous. Nous sommes d'avis que notre plateforme d'exploitation mondiale de premier ordre nous permet de répartir le capital de façon efficiente entre les secteurs et les régions présentant les meilleures occasions de réaliser le rendement que nous visons à l'échelle mondiale. Nous cherchons aussi activement à monnayer nos actifs au bilan à mesure qu'ils arrivent à maturité et nous réinvestissons le produit dans des stratégies de placement à rendement plus élevé, ce qui permet d'améliorer les rendements.

Au sein de notre secteur Services commerciaux, nous élargissons notre plateforme de distribution et de commercialisation de carburants pour véhicules routiers par l'entremise d'acquisitions complémentaires, qui nous permettent d'exercer nos activités dans de nouvelles régions et d'offrir de nouvelles gammes de produits. En ce qui a trait à nos

[Table des matières](#)

établissements de divertissement, notre stratégie de croissance à long terme inclut l'amélioration de l'expérience client et l'agrandissement des établissements pour y intégrer des installations de pointe, des hôtels et des salles de spectacle de premier plan. Les premiers travaux de construction ont commencé sur l'installation élargie des sites Woodbine et Pickering. Notre secteur Services de construction représente un des exploitants les plus solides à l'échelle mondiale et nous continuons de conclure de nouveaux contrats et de maintenir un carnet de commandes bien garni sur les marchés principaux en Australie et au Royaume-Uni, alors que nous concentrons nos efforts sur le retour à des niveaux plus près du rendement historique. Grâce à notre récente acquisition d'Imagine, un fournisseur de services sans fil fixes à large bande haute vitesse dans les régions rurales de l'Irlande, nous disposons d'une porte d'entrée vers les services technologiques. Notre placement procurera des capitaux additionnels à Imagine pour lui permettre de terminer son déploiement auprès des clients. Le secteur des technologies représente pour nous un énorme potentiel de croissance, compte tenu de l'importance des occasions et de leur nombre qui ne cesse de croître.

Dans notre secteur Services d'infrastructures, en 2018, nous avons acquis Westinghouse, un fournisseur de services pour le secteur de la production d'énergie. Nous continuons de travailler avec l'équipe de direction en vue de la mise en œuvre de notre plan d'affaires visant à accroître la rentabilité en renforçant la chaîne d'approvisionnement et en mettant davantage l'accent sur les clients.

En 2018, nous avons réalisé certaines activités de monétisation dans notre secteur Activités industrielles, dont la monétisation partielle de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite au moyen de la vente d'actions dans le cadre d'un premier appel public à l'épargne et d'un reclassement d'actions, ainsi que la vente de Quadrant Energy. Notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite poursuit ses améliorations opérationnelles, s'affairant à désengorger la capacité de ses usines et à optimiser les ventes restantes. Nous nous attendons à ce que l'entreprise continue de générer des flux de trésorerie élevés. Nous poursuivons également nos initiatives d'amélioration opérationnelle dans nos entreprises de service de traitement des eaux et des eaux usées, y compris le bilan de sécurité, l'achèvement de notre programme de certification de la qualité de l'eau, le développement de nos relations de prêt, la réduction des coûts d'emprunt globaux et l'augmentation de la cadence des dépenses d'investissement pour élargir l'étendue des activités. Notre entreprise d'extraction de palladium continue de profiter de la forte demande et du prix du palladium, de même que de l'incidence favorable des améliorations opérationnelles que nous avons effectuées. Les analystes continuent de s'entendre sur un prix supérieur à 1000 \$ l'once pour le palladium, car l'offre mondiale demeure inférieure à la forte demande pour ce métal utilisé dans les convertisseurs catalytiques, tant pour les automobiles hybrides qu'à essence.

En novembre 2018, de concert avec des partenaires institutionnels, nous avons conclu une entente définitive visant l'acquisition des activités de solutions énergétiques de Johnson Controls (l'« entreprise de solutions énergétiques ») pour une contrepartie de 13,2 G\$ (des capitaux propres d'environ 750 M\$ seront financés par BBU). L'entreprise de solutions énergétiques, dont le siège social est situé à Milwaukee, est le plus grand fabricant mondial de batteries pour tous les types de véhicules, y compris les modèles hybrides et électriques, lesquelles sont destinées aux constructeurs automobiles ainsi qu'aux distributeurs et détaillants de pièces de rechange. Même si l'entreprise de solutions énergétiques est une entreprise de haut calibre, nous avons repéré des possibilités pour rehausser la valeur de la société.

Après la fin de l'exercice, nous avons, de concert avec des partenaires institutionnels, conclu un accord définitif en vue d'acquérir jusqu'à 100 % de Healthscope Limited (« Healthscope ») pour une contrepartie pouvant atteindre 4,1 G\$ (des capitaux propres d'environ 250 M\$ seront financés par BBU). Healthscope est le deuxième plus grand exploitant d'hôpitaux privés en Australie, avec 43 hôpitaux privés répartis dans tous les États, et le plus important fournisseur de services de pathologie en Nouvelle-Zélande. Les données fondamentales de la société sont solides, et il s'agit d'une occasion d'acquérir une entreprise de haut calibre fournissant les meilleurs services essentiels de sa catégorie au secteur bien établi et en croissance des soins de santé privés en Australie. Même si Healthscope est une entreprise de haut calibre disposant d'un avantage concurrentiel durable, nous avons également repéré des aspects qui pourraient être améliorés.

D'un point de vue géographique, notre stratégie consiste à adopter une perspective à long terme à l'égard des régions où Brookfield est bien établie, et à investir de façon plus importante durant les périodes marquées par la faiblesse du marché. Par exemple, en 2017, nous avons fait l'acquisition d'une participation de 70 % dans BRK Ambiental, la plus grande société

Table des matières

fermée de gestion des eaux au Brésil, au moment où ce pays sort d'une récession. Nous sommes d'avis qu'il y aura d'importantes occasions d'élargir les activités de BRK Ambiental tout en générant de solides rendements du capital ajustés en fonction des risques. En Inde, le gouvernement a accompli des progrès pour créer un contexte plus intéressant pour les investisseurs sur les plans opérationnel et juridique, et la croissance prévue du PIB devrait être robuste, ce qui fait de ce pays un autre marché attrayant pour investir à long terme.

Les occasions pour la société en commandite d'augmenter ses flux de trésorerie au moyen d'acquisitions et de la croissance interne reposent sur des hypothèses à l'égard de nos activités et des marchés que la direction estime raisonnables dans les circonstances. Il n'existe aucune garantie à l'égard de la croissance de nos flux de trésorerie, du capital investi dans les acquisitions ou de la croissance interne. Se reporter à la rubrique intitulée « Note spéciale concernant les énoncés prospectifs » du présent formulaire 20-F.

Examen des résultats d'exploitation consolidés

Le tableau ci-dessous présente nos résultats d'exploitation pour les exercices clos les 31 décembre 2018, 2017 et 2016. D'autres précisions concernant nos résultats d'exploitation et notre performance financière sont fournies à la rubrique « Analyse sectorielle ».

(en millions de dollars américains, sauf les montants par part)	Exercices clos les 31 décembre			Variation	
	2018	2017	2016	2018 par rapport à 2017	2017 par rapport à 2016
Produits	37 168 \$	22 823 \$	7 960 \$	14 345 \$	14 863 \$
Coûts d'exploitation directs	(34 134)	(21 876)	(7 386)	(12 258)	(14 490)
Frais généraux et administratifs	(643)	(340)	(269)	(303)	(71)
Dotation aux amortissements	(748)	(371)	(286)	(377)	(85)
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(498)	(202)	(90)	(296)	(112)
Bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, montant net	10	69	68	(59)	1
Charge pour perte de valeur, montant net	(218)	(39)	(261)	(179)	222
Profit (perte) sur les acquisitions et cessions, montant net	500	267	57	233	210
Autres (charges) produits, montant net	(136)	(108)	(11)	(28)	(97)
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat	1 301	223	(218)	1 078	441
(Charge) économie d'impôt exigible	(186)	(30)	(25)	(156)	(5)
Économie (charge) d'impôt différé	88	22	41	66	(19)
Bénéfice net (perte nette)	1 203 \$	215 \$	(202) \$	988 \$	417 \$
Attribuable :					
Aux commanditaires ¹	74 \$	(58) \$	3 \$	132 \$	(61) \$
À Brookfield Asset Management ²	—	—	(35)	—	35
Aux participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux :					
Parts de rachat-échange détenues par Brookfield Asset Management ¹	70	(60)	3	130	(63)
Commanditaires spéciaux	278	142	—	136	142
Participations d'autres entités	781	191	(173)	590	364
	1 203 \$	215 \$	(202) \$	988 \$	417 \$
Bénéfice de base et dilué par part de commanditaire ^{3, 4}	1,11 \$	(1,04) \$	0,06 \$		

1. Pour les périodes ultérieures au 20 juin 2016.

2. Pour les périodes antérieures au 20 juin 2016.

3. Le nombre moyen de parts de société en commandite en circulation, dilué et pondéré en fonction du temps, compte tenu de l'échange de parts de rachat-échange détenues par Brookfield Asset Management contre des parts de société en commandite, s'est chiffré à 129,3 millions pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 (2017 – 113,5 millions; 2016 – 92,9 millions).

[Table des matières](#)

4. Le bénéfice (la perte) attribuable aux parts de société en commandite après dilution est diminué des distributions incitatives versées aux porteurs de parts de société en commandite spéciales au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Comparaison des exercices clos le 31 décembre 2018 et le 31 décembre 2017

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, nous avons présenté un bénéfice net de 1 203 M\$, dont un bénéfice net attribuable aux porteurs de parts de 422 M\$. En comparaison, le bénéfice net s'est établi à 215 M\$, dont un bénéfice net attribuable aux porteurs de parts de 24 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. L'augmentation du bénéfice net découle principalement des meilleurs résultats de notre secteur Activités industrielles attribuables à notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite, d'un profit découlant de l'augmentation de notre participation dans Teekay Offshore en juillet 2018, comptabilisé au moment de la consolidation de cette dernière, et d'un profit comptabilisé à la vente de notre entreprise liée à l'énergie en Australie-Occidentale en novembre 2018 et à la cession de notre participation de 33 % dans notre entreprise de services de courtage immobilier en avril 2018. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la charge pour perte de valeur comptabilisée au titre de notre entreprise liée à l'énergie au Canada au cours du troisième trimestre de 2018. Les résultats pour 2017 comprennent un profit net réalisé à la cession de notre entreprise de fabrication de baignoires et de douches et une charge engagée dans notre secteur Services de construction.

Produits

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les produits ont augmenté de 14 345 M\$, pour s'établir à 37 168 M\$, comparativement à 22 823 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. L'augmentation des produits s'explique essentiellement par l'apport sur un exercice complet de Greenergy, cette entreprise ayant été acquise au cours du deuxième trimestre de 2017. Les produits et les coûts d'exploitation directs de Greenergy comprennent une taxe à payer au gouvernement du Royaume-Uni. Les taxes sont considérées comme un coût de production plutôt que comme une taxe de vente, puisque Greenergy a l'obligation de payer les taxes et en récupère le montant auprès des clients. Le montant brut transféré au titre des taxes est comptabilisé dans les produits et les coûts directs, sans incidence sur la marge générée par l'entreprise. Les acquisitions de Schoeller Allibert et de Westinghouse, ainsi que la consolidation de Teekay Offshore, en 2018, ont également contribué à l'augmentation des produits au cours de l'exercice. En outre, la hausse des prix de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite et les acquisitions de BRK Ambiental et de notre entreprise de commercialisation de carburants en 2017 ont contribué à l'augmentation des produits.

Coûts d'exploitation directs

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les coûts d'exploitation directs ont augmenté de 12 258 M\$, pour s'établir à 34 134 M\$, comparativement à 21 876 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. L'augmentation des coûts d'exploitation directs s'explique principalement par l'apport sur un exercice complet de Greenergy. Comme il est mentionné ci-dessus, les produits et les coûts d'exploitation directs de Greenergy comprennent une taxe à payer au gouvernement du Royaume-Uni. Le montant brut de cette taxe est comptabilisé dans les produits et les coûts directs, sans incidence sur la marge générée par l'entreprise. Les acquisitions de Schoeller Allibert et de Westinghouse, ainsi que la consolidation de Teekay Offshore, en 2018, ont contribué à l'augmentation des coûts d'exploitation directs au cours de l'exercice. Les acquisitions de BRK Ambiental et de notre entreprise de commercialisation de carburants en 2017 ont contribué à l'augmentation.

Frais généraux et administratifs

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les frais généraux et administratifs ont augmenté de 303 M\$, pour s'établir à 643 M\$, comparativement à 340 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des frais généraux et administratifs tient principalement aux acquisitions de Schoeller Allibert et de Westinghouse en 2018 ainsi qu'aux augmentations découlant des acquisitions de Greenergy, de BRK Ambiental et de notre entreprise de commercialisation de carburants en 2017.

Dotation aux amortissements

La dotation aux amortissements comprend l'amortissement pour déplétion lié aux actifs pétroliers et gaziers, l'amortissement des immobilisations corporelles et l'amortissement des immobilisations incorporelles. L'apport le plus important à la dotation aux amortissements provient de nos secteurs Services d'infrastructures et Activités industrielles. La dotation aux amortissements de notre secteur Services d'infrastructures découle principalement de l'amortissement de contrats conclus avec des clients et de l'amortissement des immobilisations corporelles de Westinghouse ainsi que de l'amortissement des navires et du matériel de Teekay Offshore. La dotation aux amortissements de notre secteur Activités industrielles provient principalement de l'amortissement des immobilisations corporelles de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite et de nos services de traitement des eaux et eaux usées, ainsi que de nos actifs liés à l'énergie, dont les immobilisations corporelles font l'objet d'un amortissement pour déplétion selon le mode des unités d'œuvre d'après les réserves prouvées et probables. Nous utilisons le Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières pour définir et calculer les réserves prouvées et probables aux fins du calcul de la dotation aux amortissements. En général, la dotation aux amortissements est stable d'un exercice à l'autre, les variations importantes étant habituellement attribuables à l'entrée ou à la sortie d'actifs amortissables.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, la dotation aux amortissements a augmenté de 377 M\$, comparativement à 371 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. L'augmentation de la dotation aux amortissements est principalement attribuable aux acquisitions de Schoeller Allibert et de Westinghouse combinées à la consolidation de Teekay Offshore.

Produits (charges) d'intérêts, montant net

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les charges d'intérêts ont augmenté de 296 M\$ par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2017. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des emprunts liée à la consolidation de Westinghouse et de Teekay Offshore. Les charges d'intérêts ont également augmenté dans notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite en raison de la facilité d'emprunt à terme garantie de premier rang et de la facilité de crédit renouvelable conclues au cours de l'exercice.

Bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, montant net

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence a diminué de 59 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Cette diminution est principalement liée à la vente de Quadrant Energy au quatrième trimestre de 2018 et à la cession de notre entreprise de services de courtage immobilier au cours du deuxième trimestre de 2018, et a été partiellement compensée par l'apport supplémentaire de notre entreprise de divertissement, acquise au cours du premier trimestre de 2018.

Charge pour perte de valeur, montant net

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, la charge pour perte de valeur a augmenté de 179 M\$, pour s'établir à 218 M\$, comparativement à 39 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, nous avons comptabilisé une charge pour perte de valeur d'environ 210 M\$ découlant de la réduction de valeur des immobilisations corporelles au sein de nos activités pétrolières et gazières au Canada en raison de la faiblesse continue des prix du pétrole et du gaz naturel. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, nous avons comptabilisé des réductions de valeur d'un placement dans notre secteur Activités industrielles qui a été vendu au troisième trimestre de 2017, de certains actifs secondaires détenus en vue de la vente au sein de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite et d'une immobilisation incorporelle dans notre secteur Services commerciaux.

Le goodwill a augmenté de 857 M\$ pour atteindre 2 411 M\$ au 31 décembre 2018, principalement en raison de la consolidation de Teekay Offshore et des acquisitions de Westinghouse, de Schoeller Allibert et d'Imagine au cours de l'exercice. Il n'y a eu aucun indicateur de dépréciation du goodwill depuis ces acquisitions.

[Table des matières](#)

Profit sur les acquisitions et cessions, montant net

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, nous avons comptabilisé un profit net de 500 M\$ sur les cessions, comparativement à un montant de 267 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Ces profits sont essentiellement liés au profit comptabilisé par suite de l'augmentation de notre participation dans Teekay Offshore en raison du changement de contrôle et du passage de la mise en équivalence à la consolidation de cette participation au cours du troisième trimestre de 2018. En outre, nous avons comptabilisé un profit à la cession de notre participation de 33 % dans notre entreprise de services de courtage immobilier et à la vente de notre entreprise énergétique en Australie. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, nous avons enregistré un profit net sur cession qui avait principalement trait à la vente de notre entreprise de fabrication de baignoires et de douches, ainsi qu'aux cessions de titres de placement cotés en bourse, facteurs en partie contrebalancés par la perte à la vente d'Insignia Energy.

Autres (charges) produits, montant net

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, nous avons comptabilisé d'autres charges de 136 M\$, comparativement à un montant de 108 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Ces charges se rapportent principalement aux fluctuations de la juste valeur liées à l'évaluation à la valeur de marché des dérivés au sein de nos secteurs Services commerciaux, Activités industrielles et Siège social et autres, ainsi qu'aux coûts de transaction engagés relativement à l'acquisition de Westinghouse. En 2017, les autres charges se rapportaient principalement aux charges engagées dans notre secteur Services commerciaux et à une diminution à la réévaluation d'un titre de placement dans notre secteur Activités industrielles et de bons de souscription dans notre secteur Services d'infrastructures. Les autres charges pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 comprennent également des coûts de transaction engagés dans le cadre des acquisitions et d'une cession réalisées au cours de l'exercice, partiellement compensés par les profits latents sur les couvertures au sein de notre secteur Activités industrielles et par un profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses comptabilisé à l'égard d'une acquisition réalisée par notre entreprise d'entretien de puits au Canada.

Charge d'impôt sur le résultat

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, la charge d'impôt exigible s'est élevée à 186 M\$ et l'économie d'impôt différé s'est élevée à 88 M\$, comparativement à une charge d'impôt exigible de 30 M\$ et à une économie d'impôt différé de 22 M\$ en 2017. L'augmentation du total de la charge d'impôt, qui s'est chiffré à 98 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, comparativement à un total de la charge d'impôt de 8 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, est principalement attribuable à la hausse du bénéfice imposable pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, essentiellement au sein de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite et découlant de la vente de notre entreprise énergétique en Australie et de notre entreprise de services de courtage immobilier.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, notre taux d'imposition effectif a été de 8 % (2017 – 3 %), alors que notre taux d'imposition composite a été de 27 % (2017 – 27 %). Nous exerçons nos activités dans des pays où la plupart des taux d'imposition diffèrent de notre taux d'imposition composite et nous tirons également parti d'incitatifs fiscaux mis en place par divers pays afin de favoriser l'activité économique. Les écarts entre les taux d'imposition à l'échelle mondiale ont donné lieu à une diminution de 16 % de notre taux d'imposition effectif. L'écart varie d'une période à l'autre selon l'importance relative du bénéfice comptabilisé dans chaque pays. En outre, notre bénéfice net consolidé comprend le bénéfice attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans des entités intermédiaires (comme les partenariats), tandis que notre charge d'impôt consolidée comprend uniquement notre quote-part de la charge d'impôt de ces entités. Cela a donné lieu à une diminution de 3 % de notre taux d'imposition effectif.

Comparaison des exercices clos le 31 décembre 2017 et le 31 décembre 2016

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, nous avons présenté un bénéfice net de 215 M\$, dont un bénéfice net attribuable aux porteurs de parts de 24 M\$. Notre bénéfice net pour 2017 est principalement attribuable à la vente de notre entreprise de fabrication de baignoires et de douches en janvier 2017, ce qui s'est traduit par la comptabilisation d'un profit net à la cession de 233 M\$, un profit net de 84 M\$ étant attribuable aux porteurs de parts, déduction faite de l'impôt. En outre, notre secteur Activités industrielles a tiré parti de l'amélioration de la performance de notre entreprise de fabrication

[Table des matières](#)

d'électrodes de graphite et de notre entreprise d'extraction de palladium, de même que de la hausse des prix du gaz découlant des activités de couverture et de la hausse des tarifs de forage, ainsi que de l'utilisation accrue de nos appareils de forage au sein de notre entreprise d'entretien de puits au Canada. Notre secteur Services commerciaux a tiré parti de la hausse des apports de nos entreprises de services immobiliers résidentiels et de services de relocalisation, qui ont été contrebalancés en partie par la diminution des apports de notre entreprise de services-conseils financiers. Le bénéfice net a également été contrebalancé en partie par la perte de 16 M\$, déduction faite de l'impôt, à la vente d'Insignia Energy dans notre secteur Activités industrielles, par la baisse des résultats de notre entreprise de services de construction dans notre secteur Services commerciaux et par la hausse des honoraires de gestion et des charges du siège social. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, nous avons comptabilisé une perte nette de 202 M\$, une perte nette de 29 M\$ étant attribuable aux porteurs de parts. La perte nette pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 est principalement attribuable aux charges pour perte de valeur liées aux actifs secondaires détenus en vue de la vente au sein de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite et à un titre de placement dans notre secteur Activités industrielles. La diminution découle également de la baisse des prix réalisés du pétrole et du gaz naturel et de la production pétrolière et gazière au sein de notre entreprise liée à l'énergie au Canada, ainsi que de la baisse des profits sur les acquisitions et cessions par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Produits

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, les produits ont augmenté de 14 863 M\$, pour s'établir à 22 823 M\$, comparativement à 7 960 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. L'augmentation des produits s'explique principalement par l'acquisition de Greenergy au cours de l'exercice. Les produits et les coûts d'exploitation directs de Greenergy comprennent une taxe à payer au gouvernement du Royaume-Uni. Les taxes sont considérées comme un coût de production plutôt que comme une taxe de vente, puisque Greenergy a l'obligation de payer les taxes et en récupère le montant auprès des clients. Le montant brut transféré au titre des taxes est comptabilisé dans les produits et les coûts directs, sans incidence sur la marge générée par l'entreprise. En outre, les acquisitions de BRK Ambiental et de notre entreprise de commercialisation de carburants en 2017 ont contribué à l'augmentation des produits au cours de l'exercice. Nos entreprises de gestion d'installations, dans notre secteur Services commerciaux, ont tiré parti de l'augmentation des volumes de projets et des acquisitions complémentaires, ce qui s'est traduit par une hausse des produits. Les produits tirés de notre secteur Services de construction ont augmenté, car nous avons maintenu un niveau d'activité élevé et un carnet de commandes stable. Les produits tirés de notre secteur Activités industrielles ont augmenté en raison de la hausse des prix au sein de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite et de la hausse du volume de ventes et des prix au sein de notre entreprise d'extraction de palladium. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par une diminution des produits tirés de la vente de notre entreprise de fabrication de baignoires et de douches dans notre secteur Activités industrielles en 2017.

Coûts d'exploitation directs

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, les coûts d'exploitation directs ont augmenté de 14 490 M\$, pour s'établir à 21 876 M\$, comparativement à 7 386 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. L'augmentation des coûts d'exploitation directs s'explique principalement par l'acquisition de Greenergy au cours de l'exercice. Comme il est mentionné précédemment, les produits et les coûts d'exploitation directs de Greenergy comprennent une taxe à payer au gouvernement du Royaume-Uni. Le montant brut de cette taxe est comptabilisé dans les produits et les coûts directs, sans incidence sur la marge générée par l'entreprise. De plus, les acquisitions de BRK Ambiental et de notre entreprise de commercialisation de carburants ont contribué à la hausse des coûts d'exploitation directs au cours de l'exercice. Les coûts d'exploitation directs de nos entreprises de gestion d'installations, de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite et de notre entreprise d'extraction de palladium ont également augmenté au même rythme que les produits. Les coûts d'exploitation directs au sein de notre secteur Services de construction ont augmenté en raison de la hausse des coûts des projets au Moyen-Orient. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par une diminution des coûts d'exploitation directs découlant de la vente de notre entreprise de fabrication de baignoires et de douches.

[Table des matières](#)

Frais généraux et administratifs

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, les frais généraux et administratifs ont augmenté de 71 M\$, pour s'établir à 340 M\$, comparativement à 269 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Les frais généraux et administratifs ont augmenté en raison des acquisitions de BRK Ambiental, de Greenergy et de notre entreprise de commercialisation de carburants au cours de l'exercice, dont l'apport aux frais généraux et administratifs a totalisé 73 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Les frais généraux et administratifs ont également augmenté en raison de la hausse des honoraires de gestion et des charges du siège social, puisque seuls les honoraires et les charges du second semestre de 2016 se rapportent à des périodes ultérieures à la scission-distribution. L'augmentation a été partiellement contrebalancée par la vente de notre entreprise de fabrication de baignoires et de douches au cours de l'exercice, dont les frais généraux et administratifs s'étaient chiffrés à approximativement 30 M\$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Dotation aux amortissements

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, la dotation aux amortissements a augmenté de 85 M\$ par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2016. L'augmentation de la dotation aux amortissements tient principalement aux acquisitions de BRK Ambiental, de Greenergy et de notre entreprise de commercialisation de carburants au cours de l'exercice.

Charges d'intérêts

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, les charges d'intérêts ont augmenté de 112 M\$ par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2016. L'augmentation tient à l'inclusion de coûts d'emprunts liés à BRK Ambiental, à Greenergy et à notre entreprise de commercialisation de carburants, qui ont toutes été acquises au cours de l'exercice.

Bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, montant net

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, le bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence a augmenté de 1 M\$ par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation est essentiellement liée au profit à la réévaluation découlant de l'augmentation d'une participation dans une entité qui est passée d'une coentreprise à une entité consolidée au sein de nos activités liées à l'énergie en Australie-Occidentale, partiellement contrebalancée par la restructuration du groupe de propriétaires et la vente partielle à des partenaires institutionnels au second semestre de 2016. L'augmentation a également été contrebalancée par la hausse de la perte nette de notre entreprise de prestation de services au secteur de la production pétrolière extracôtière, qui a engagé des coûts de transaction dans le cadre de l'acquisition en septembre 2017 et a comptabilisé une perte de valeur au titre de l'une de ses unités flottantes de production, de stockage et de déchargement en mer.

Charge pour perte de valeur, montant net

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, la charge pour perte de valeur a diminué de 222 M\$, pour s'établir à 39 M\$, par rapport à 261 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, nous avons comptabilisé une perte de valeur au titre de certains actifs secondaires détenus en vue de la vente au sein de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite, dans notre secteur Activités industrielles, et relativement à une immobilisation incorporelle de notre entreprise de services de construction dans notre secteur Services commerciaux. Cette perte de valeur est considérablement moins élevée que la perte de valeur comptabilisée à l'égard des actifs susmentionnés au sein de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite au cours de l'exercice précédent. La diminution est également attribuable à une perte de valeur comptabilisée à l'égard d'un titre de placement détenu dans notre secteur Activités industrielles au cours de la période précédente.

Le goodwill a augmenté de 402 M\$ pour s'établir à 1 554 M\$ au 31 décembre 2017, principalement en raison de l'acquisition de notre entreprise de commercialisation de carburants et de Greenergy, et de l'incidence favorable de la fluctuation des taux de change sur la conversion en dollars américains des soldes du goodwill de nos entreprises de services de construction et de gestion d'installations. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, ces acquisitions ont généré un goodwill de 315 M\$, et il n'y a eu aucun indicateur de dépréciation du goodwill depuis ces acquisitions.

Profit sur les acquisitions et cessions, montant net

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, nous avons comptabilisé un profit net de 267 M\$ sur les cessions. Ces profits se rapportent principalement à la vente de notre entreprise de fabrication de baignoires et de douches en janvier 2017, dans le cadre de laquelle nous avons réalisé un profit de 233 M\$, un profit de 84 M\$ étant attribuable aux porteurs de parts, déduction faite de l'impôt. Nous avons également cédé des titres de placement cotés en bourse au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017 dans nos secteurs Services commerciaux et Activités industrielles pour des profits réalisés d'environ 50 M\$, soit un montant de 12 M\$ attribuable aux porteurs de parts. Ces profits ont été partiellement contrebalancés par la perte découlant de la vente d'Insignia Energy dans notre secteur Activités industrielles au cours de l'exercice. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, nous avons comptabilisé un profit net sur les cessions de 57 M\$ principalement attribuable à la vente d'obligations de sociétés et de titres de capitaux propres dans notre secteur Activités industrielles.

Autres produits (charges), montant net

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, les autres charges de 108 M\$ se rapportaient principalement aux charges engagées dans notre secteur Services de construction et à une diminution à la réévaluation d'un titre de placement dans notre secteur Activités industrielles et de bons de souscription dans notre secteur Services d'infrastructures au cours de l'exercice. Les autres charges pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 comprennent également des coûts de transaction engagés dans le cadre des acquisitions et des cessions réalisées au cours de l'exercice. Ces coûts ont été partiellement compensés par les profits latents sur les couvertures au sein de nos activités liées à l'énergie au Canada et par un profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses comptabilisé à l'égard d'une acquisition réalisée par nos services d'entretien de puits au Canada. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, les autres charges de 11 M\$ se rapportent principalement aux pertes latentes sur les couvertures au sein de notre entreprise liée à l'énergie au Canada, qui ont été en partie compensées par des profits à la décomptabilisation liés au rachat d'obligations de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite.

Charge d'impôt sur le résultat

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, la charge d'impôt exigible s'est élevée à 30 M\$, et l'économie d'impôt différé s'est élevée à 22 M\$, comparativement à une charge d'impôt exigible de 25 M\$ et à une économie d'impôt différé de 41 M\$ en 2016. L'augmentation du total de la charge d'impôt, qui s'est chiffré à 8 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à un total de l'économie d'impôt de 16 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, découle principalement de la hausse du bénéfice imposable pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, ce qui a entraîné une charge d'impôt plus élevée, par rapport à la perte nette avant impôt de l'exercice précédent.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, notre taux d'imposition effectif a été de 3 % (2016 – 7 %), alors que notre taux d'imposition composite a été de 27 % (2016 – 27 %). Notre bénéfice net consolidé comprend le bénéfice attribuable aux détenteurs de participations donnant le contrôle dans des entités intermédiaires (par exemple, des sociétés en commandite), tandis que notre charge d'impôt consolidée comprend uniquement notre quote-part de la charge d'impôt de ces entités, ce qui a donné lieu à une diminution de 17 % de notre taux d'imposition effectif. En outre, le gain en capital engagé sur la vente d'un placement dans notre secteur Activités industrielles était soumis à un taux d'inclusion de 50 %, ce qui a donné lieu à une réduction supplémentaire de 6 % de notre taux d'imposition effectif.

Sommaire des résultats

Résultats trimestriels

Le total des produits et du bénéfice net (de la perte nette) pour les huit plus récents trimestres se présente comme suit :

(en millions de dollars américains,
sauf les montants par part)

Trimestres clos les	2018				2017			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits	10 209 \$	9 990 \$	8 775 \$	8 194 \$	8 379 \$	7 640 \$	4 870 \$	1 934 \$
Coûts d'exploitation directs	(9 205)	(9 080)	(8 200)	(7 649)	(8 034)	(7 295)	(4 673)	(1 874)
Frais généraux et administratifs	(209)	(174)	(142)	(118)	(107)	(95)	(76)	(62)
Dotation aux amortissements	(286)	(251)	(105)	(106)	(109)	(109)	(88)	(65)
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(181)	(148)	(83)	(86)	(67)	(66)	(50)	(19)
Bénéfice (perte) comptabilisé(e) selon la méthode de la mise en équivalence, montant net	9	(9)	(7)	17	8	37	14	10
Charge pour perte de valeur, montant net	(38)	(180)	—	—	(9)	—	(23)	(7)
Profit sur les acquisitions et cessions	147	247	90	16	—	(14)	9	272
Autres produits (charges), montant net	(73)	(42)	(7)	(14)	(72)	(41)	(9)	14
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat	373	353	321	254	(11)	57	(26)	203
(Charge) économie d'impôt exigible	(63)	(43)	(52)	(28)	(11)	(19)	(4)	4
(Charge) économie d'impôt différé	84	(25)	39	(10)	16	6	4	(4)
Bénéfice net (perte nette)	394 \$	285 \$	308 \$	216 \$	(6) \$	44 \$	(26) \$	203 \$
Attribuable :								
Aux commanditaires	70 \$	(1) \$	40 \$	(35) \$	(79) \$	(8) \$	(3) \$	32 \$
À Brookfield Asset Management Inc.	—	—	—	—	—	—	—	—
Aux participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux :								
Parts de rachat-échange détenues par Brookfield Asset Management Inc.	66	—	38	(34)	(83)	(8)	(3)	34
Commanditaires spéciaux	—	94	41	143	117	25	—	—
Participations d'autres entités	258	192	189	142	39	35	(20)	137
Bénéfice net (perte nette)	394 \$	285 \$	308 \$	216 \$	(6) \$	44 \$	(26) \$	203 \$
Bénéfice (perte) de base et dilué(e) par part de société en commandite ^{1,2}	1,04 \$	— \$	0,60 \$	(0,53) \$	(1,25) \$	(0,15) \$	(0,06) \$	0,61 \$

1. Le nombre moyen de parts de société en commandite en circulation, dilué et pondéré en fonction du temps, compte tenu de l'échange de parts de rachat-échange détenues par Brookfield Asset Management contre des parts de société en commandite, s'est chiffré à 129,3 millions pour le trimestre clos le 31 décembre 2018, et à 129,0 millions pour le trimestre clos le 31 décembre 2017.
2. Le bénéfice (la perte) attribuable aux parts de société en commandite après dilution est diminué des distributions incitatives versées aux porteurs de parts de société en commandite spéciales au cours de la période.

Les produits et les charges d'exploitation varient d'un trimestre à l'autre, principalement en raison des acquisitions et des cessions d'entreprises, des fluctuations des taux de change, des cycles des affaires et économiques, des facteurs climatiques et du caractère saisonnier des activités sous-jacentes. Des facteurs économiques plus généraux, et la volatilité des prix des marchandises en particulier, ont une incidence importante sur plusieurs de nos activités, plus précisément au sein de notre secteur Activités industrielles. Le caractère saisonnier touche notre secteur Activités industrielles, principalement en raison des activités de forage à contrat et des services d'entretien de puits, puisque les conditions météorologiques influent sur notre capacité à déplacer le matériel lourd de façon sécuritaire et efficace dans les champs de pétrole et de gaz naturel de l'Ouest canadien. Au sein de notre secteur Services d'infrastructures, les principales centrales en exploitation de Westinghouse génèrent la majeure partie de leurs produits à l'automne et au printemps, pendant les périodes d'arrêt des centrales aux fins des

[Table des matières](#)

travaux d'entretien et de rechargement du combustible. Certains de nos services commerciaux enregistrent habituellement un rendement plus solide au second semestre de l'exercice, tandis que d'autres services, comme nos entreprises de commercialisation et de distribution de carburants, enregistrent un rendement plus solide aux deuxième et troisième trimestres de l'exercice. Le bénéfice net dépend des profits et des pertes périodiques sur les acquisitions, la monétisation et la dépréciation.

Examen de la situation financière consolidée

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2018 et 2017.

			Variation Décembre 2018 par rapport à décembre 2017
(en millions de dollars américains)	31 décembre 2018	31 décembre 2017	
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 949 \$	1 106 \$	843 \$
Actifs financiers	1 369	784	585
Débiteurs, montant net	5 160	4 362	798
Stocks et autres actifs	3 075	1 577	1 498
Actifs détenus en vue de la vente	63	14	49
Immobilisations corporelles	6 947	2 530	4 417
Actifs d'impôt différé	280	174	106
Immobilisations incorporelles	5 523	3 094	2 429
Placements mis en équivalence	541	609	(68)
Goodwill	2 411	1 554	857
Total de l'actif	27 318 \$	15 804 \$	11 514 \$
Passif et capitaux propres dans l'actif net			
Passif			
Créditeurs et autres	9 082 \$	5 638 \$	3 444 \$
Passifs associés aux actifs détenus en vue de la vente	9	—	9
Emprunts généraux	—	—	—
Emprunts sans recours des filiales de Brookfield Business Partners	10 866	3 265	7 601
Passifs d'impôt différé	867	837	30
	20 824 \$	9 740 \$	11 084 \$
Capitaux propres			
Commanditaires	1 548 \$	1 585 \$	(37) \$
Commandité	—	—	—
Brookfield Asset Management Inc.	—	—	—
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux :			
Parts de rachat-échange, actions privilégiées et parts de société en commandite spéciales détenues par Brookfield Asset Management Inc.	1 415	1 453	(38)
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation	3 531	3 026	505
	6 494	6 064	430
Total du passif et des capitaux propres	27 318 \$	15 804 \$	11 514 \$

Actifs financiers

Les actifs financiers ont augmenté de 585 M\$, passant de 784 M\$ au 31 décembre 2017 à 1 369 M\$ au 31 décembre 2018. L'augmentation est principalement attribuable à l'acquisition de Westinghouse au sein de notre secteur Services d'infrastructures et à la hausse des soldes de nos prêts résidentiels à des promoteurs indiens et d'autres soldes de titres de

[Table des matières](#)

capitaux propres, combinées à l'augmentation de la juste valeur des dérivés de Greenergy. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par l'élimination des bons de souscription détenus dans Teekay Offshore au moment de la consolidation au sein du secteur Services d'infrastructures.

Le tableau suivant présente les actifs financiers, par secteur, au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2017.

(en millions de dollars américains)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
31 décembre 2018	623 \$	360 \$	333 \$	53 \$	1 369 \$
31 décembre 2017	438 \$	102 \$	244 \$	— \$	784 \$

Débiteurs

Les débiteurs ont augmenté de 798 M\$, passant de 4 362 M\$ au 31 décembre 2017 à 5 160 M\$ au 31 décembre 2018. Cette augmentation est principalement attribuable à l'acquisition de Westinghouse et à la consolidation de Teekay Offshore, combinées à la hausse des débiteurs de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite résultant de l'augmentation des prix, facteurs partiellement compensés par une baisse des débiteurs de notre secteur Services commerciaux.

Stocks et autres actifs

Les stocks et autres actifs ont augmenté de 1 498 M\$, passant de 1 577 M\$ au 31 décembre 2017 à 3 075 M\$ au 31 décembre 2018. L'augmentation tient essentiellement à la consolidation de Teekay Offshore et aux acquisitions de Westinghouse et de Schoeller Allibert, partiellement contrebalancées par la diminution des stocks de Greenergy.

Actifs détenus en vue de la vente

Les actifs détenus en vue de la vente s'élevaient à 63 M\$ au 31 décembre 2018, comparativement à 14 M\$ au 31 décembre 2017. La hausse est principalement attribuable au reclassement de certains actifs de notre entreprise de fabrication de produits de soutien à l'infrastructure dans les actifs détenus en vue de la vente.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles se rapportent principalement à nos secteurs Activités industrielles et Services commerciaux. Le solde des immobilisations corporelles de 6 947 M\$ au 31 décembre 2018 a augmenté de 4 417 M\$ comparativement à 2 530 M\$ au 31 décembre 2017. La hausse est principalement attribuable aux acquisitions conclues au cours de l'exercice ainsi qu'à la consolidation de Teekay Offshore, partiellement contrebalancées par une perte de valeur comptabilisée par nos activités liées au gaz naturel au Canada au cours de l'exercice.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont principalement liées à nos secteurs Activités industrielles et Services commerciaux. Les immobilisations incorporelles ont augmenté de 2 429 M\$, passant de 3 094 M\$ au 31 décembre 2017 à 5 523 M\$ au 31 décembre 2018. L'augmentation des immobilisations incorporelles était principalement attribuable aux acquisitions conclues au cours de l'exercice, en partie contrebalancées par une réduction des immobilisations incorporelles de BRK Ambiental, en raison principalement des fluctuations du change.

Placements mis en équivalence

Les placements mis en équivalence ont diminué de 68 M\$, passant de 609 M\$ au 31 décembre 2017 à 541 M\$ au 31 décembre 2018, principalement en raison de la cession de notre participation de 33 % dans notre entreprise de services de courtage immobilier au deuxième trimestre, ainsi que de la cession de notre entreprise énergétique en Australie au quatrième trimestre de l'exercice. Ces facteurs ont été partiellement compensés par la consolidation de Teekay Offshore.

Goodwill

Le goodwill a augmenté de 857 M\$, passant de 1 554 M\$ au 31 décembre 2017 à 2 411 M\$ au 31 décembre 2018. L'augmentation est principalement attribuable à la consolidation de Teekay Offshore, combinée au goodwill comptabilisé au titre d'acquisitions conclues en 2018.

Créditeurs et autres

Les créditeurs et autres ont augmenté de 3 444 M\$, passant de 5 638 M\$ au 31 décembre 2017 à 9 082 M\$ au 31 décembre 2018. La hausse est principalement attribuable aux acquisitions conclues au cours de l'exercice, combinées à la hausse des créditeurs de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite en raison de l'augmentation des prix des matières premières, facteurs partiellement compensés par la baisse des dettes fournisseurs de Greenergy.

Emprunts généraux et sans recours

Vous trouverez de l'information sur les emprunts à la rubrique 5.B., « Situation de trésorerie et sources de financement ».

Capitaux propres attribuables aux porteurs de parts

Au 31 décembre 2018, notre structure du capital était composée de deux catégories de parts de société en commandite : les parts de société en commandite et les parts de commandité. Les parts de société en commandite permettent à leur porteur de toucher leur quote-part des distributions. Les parts de commandité donnent à leur porteur le droit de régir nos politiques financières et d'exploitation. Se reporter à la section 10.B., « Actes constitutifs – Description de nos parts et de notre convention de société en commandite ».

La structure du capital de la société de portefeuille SEC est composée de trois catégories de parts de société : les parts de société en commandite spéciales, les parts de commandité gestionnaire et les parts de rachat-échange détenues par Brookfield. En sa capacité de porteur de parts de société en commandite spéciales de la société de portefeuille SEC, le commanditaire spécial a le droit de recevoir des distributions incitatives fondées sur une hausse de 20 % du prix des parts de la société en commandite par rapport à un seuil initial. Se reporter à la section 10.B., « Actes constitutifs – Description de nos parts et de notre convention de société en commandite ».

Au cours du quatrième trimestre de 2018, le cours moyen pondéré en fonction du volume par part s'est établi à 38,20 \$, soit un montant inférieur au seuil de la distribution incitative antérieure de 41,96 \$ par part, ce qui s'est traduit par une distribution incitative de néant pour le trimestre.

Dans le cadre de la scission-distribution, Brookfield a souscrit des actions privilégiées de nos entités de portefeuille pour un montant de 15 M\$.

Le 11 août 2017, la Bourse de Toronto a accepté un avis déposé par la société en commandite annonçant notre intention de commencer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant nos parts de société en commandite. En vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, notre conseil d'administration nous a autorisés à racheter un maximum de 5 % des parts émises et en circulation au 11 août 2017, soit 2 592 264 parts.

Le 26 septembre 2017, la société en commandite a émis 13 340 000 parts de société en commandite à un prix de 30 \$ par part, pour un produit brut d'environ 400 M\$, avant les frais d'émission de titres de capitaux propres de 8 M\$. En parallèle, la société de portefeuille SEC a émis 6 945 000 parts de rachat-échange en faveur de Brookfield à un prix de 28,80 \$ par part, pour un produit additionnel d'environ 200 M\$. Le placement de parts a donné lieu à une diminution de la participation de Brookfield dans la société en commandite, la faisant passer de 75 % à 69 %, compte non tenu de l'option de surallocation.

Le 26 octobre 2017, les preneurs fermes ont exercé leur option de surallocation visant l'achat de 1 000 500 parts additionnelles à un prix de 30,00 \$ par part, pour un produit brut d'environ 30 M\$, moins les frais d'émission de titres de

[Table des matières](#)

capitaux propres d'environ 1 M\$. L'option de surallocation a donné lieu à une diminution de la participation de Brookfield dans la société en commandite, qui est passée de 69 % à 68 %.

Le 10 août 2018, la Bourse de Toronto a accepté un avis déposé par la société en commandite annonçant son intention de commencer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant ses parts de société en commandite. En vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, notre conseil d'administration nous a autorisés à racheter un maximum de 10 % des parts émises et en circulation au 9 août 2018, soit 3 371 900 parts.

Au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2017, le nombre total de parts de la société en commandite se détaille comme suit :

PARTS	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Parts de commandité	4	4
Parts de société en commandite	66 185 798	66 185 798
Participations ne donnant pas le contrôle :		
Parts de rachat-échange détenues par Brookfield	63 095 497	63 095 497
Parts de société en commandite spéciales	4	4

Le 3 janvier 2019, nous avons annoncé que nous avons mis en place un programme de rachat automatique dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Le nombre maximal de parts pouvant être rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités a été modifié pour passer de 3 371 900 parts, soit 10 % du flottant, à 3 309 289, ce qui représente 5 % du nombre total de parts émises et en circulation. Au 8 mars 2019, 89 027 parts avaient été rachetées.

Analyse sectorielle

IFRS 8, *Secteurs opérationnels*, exige que les secteurs opérationnels soient établis en fonction de rapports internes qui sont revus périodiquement par notre principal décideur opérationnel aux fins d'affectation des ressources aux secteurs et d'évaluation de la performance de ceux-ci. Nos activités sont structurées en quatre secteurs opérationnels qui sont revus périodiquement par le principal décideur opérationnel. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le BAIIA de la société sont les principales mesures utilisées par le principal décideur opérationnel pour l'évaluation de la performance et pour la prise de décisions concernant l'affectation des ressources.

Nous examinons périodiquement la structure organisationnelle et la structure de gouvernance de nos activités. Dans le cadre de l'acquisition de Westinghouse et de la cession de notre entreprise énergétique en Australie, nous avons revu la structure organisationnelle et la structure de gouvernance de nos activités et nous avons modifié la façon dont la société en commandite évalue l'information financière aux fins de la prise de décisions par la direction, ce qui a donné lieu à une modification de nos secteurs opérationnels.

Plus particulièrement, nos secteurs Services de construction et Services commerciaux ont été regroupés en un seul secteur opérationnel appelé Services commerciaux. Notre nouveau secteur opérationnel Services d'infrastructures comprend nos placements dans Westinghouse et Teekay Offshore. Le secteur Énergie a été éliminé et le reste des entreprises liées à l'énergie sont évaluées et présentées au sein du secteur Activités industrielles.

La société en commandite a appliqué ces changements de secteurs de manière rétrospective pour toutes les périodes présentées.

Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt sur le résultat différé, des coûts de résiliation et de transaction, ainsi que des profits ou pertes sans effet sur la trésorerie et autres éléments. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts ou sur une base nette à la société mère. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous tenons compte de notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations de la société des placements mis en équivalence. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société représentent une mesure clé de notre performance

[Table des matières](#)

financière, et nous utilisons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour évaluer les résultats d'exploitation et la performance de nos activités. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés de manière à représenter le BAIIA de la société excluant l'incidence du profit (de la perte) à la cession réalisé, des charges d'intérêts, de l'impôt exigible ainsi que du profit à la cession réalisé, de l'impôt exigible et des charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence et d'autres éléments. Le BAIIA de la société est présenté sur une base nette aux porteurs de parts ou sur une base nette à la société mère. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures non conformes aux normes IFRS » pour une analyse plus détaillée et un rapprochement avec les mesures conformes aux normes IFRS les plus comparables.

Le tableau qui suit présente le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour les exercices clos les 31 décembre 2018, 2017 et 2016.

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre		
	2018	2017	2016
Produits	37 168 \$	22 823 \$	7 960 \$
Coûts d'exploitation directs	(34 134)	(21 876)	(7 386)
Frais généraux et administratifs	(643)	(340)	(269)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence	196	108	167
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ¹	(1 744)	(475)	(232)
BAIIA de la société^{2, 3}	843 \$	240 \$	240 \$
Profit à la cession réalisé, montant net	250	244	57
Autres produits (charges), montant net	(18)	—	—
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(498)	(202)	(90)
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence	(54)	(17)	(9)
Impôt exigible	(186)	(30)	(25)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ¹	396	17	27
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société^{2, 3}	733 \$	252 \$	200 \$

1. Attribuable aux participations d'autres entités dans nos filiales en exploitation.
2. Attribuable à la société mère avant la scission-distribution du 20 juin 2016 ainsi qu'aux porteurs de parts de société en commandite, aux porteurs de parts de commandite, aux porteurs de parts de rachat-échange et aux porteurs de parts de société en commandite spéciales après la scission-distribution. Pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017, les capitaux propres sont également attribuables aux porteurs d'actions privilégiées et aux porteurs de parts de société en commandite spéciales.
3. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont une mesure non conforme aux normes IFRS et ils sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, des profits ou pertes sans effet sur la trésorerie et d'autres éléments. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous tenons compte de notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations de la société des placements mis en équivalence. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés de manière à représenter le BAIIA de la société excluant l'incidence du profit (de la perte) à la cession réalisé, des charges d'intérêts, de l'impôt exigible ainsi que du profit à la cession réalisé, de l'impôt exigible et des charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence et d'autres éléments. Le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts. Pour obtenir plus d'information sur les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le BAIIA de la société, se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures non conformes aux normes IFRS » du rapport de gestion.

Comparaison des exercices clos le 31 décembre 2018 et le 31 décembre 2017

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, nous avons présenté un BAIIA de la société de 843 M\$, soit une hausse de 603 M\$ par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2017. La hausse du BAIIA de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 est principalement attribuable à la hausse des prix et à l'amélioration de la performance opérationnelle de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite, combinées aux apports des acquisitions conclues en 2018 et en 2017, ainsi qu'au règlement reçu au sein de notre secteur Services d'infrastructures.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, nous avons présenté des flux de trésorerie liés aux opérations de la société de 733 M\$, une hausse de 481 M\$ par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2017 principalement attribuable aux facteurs

[Table des matières](#)

susmentionnés. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ont en outre été favorisés par la cession de notre participation dans notre entreprise de services de courtage immobilier au deuxième trimestre de 2018 et de notre entreprise énergétique en Australie au quatrième trimestre de 2018. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par le profit net réalisé à la cession de notre entreprise de fabrication de baignoires et de douches en 2017.

Comparaison des exercices clos le 31 décembre 2017 et le 31 décembre 2016

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, nous avons présenté un BAIIA de la société de 240 M\$, soit un résultat stable par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2016. Le BAIIA de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 est principalement attribuable à l'apport de notre secteur Activités industrielles, en particulier de BRK Ambiental, acquise en avril 2017, et à la hausse des prix et à l'amélioration de la performance opérationnelle de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite et de notre entreprise d'extraction de palladium qui, ensemble, ont fourni un apport de 47 M\$ au BAIIA de la société. Notre secteur Services d'infrastructures a tiré parti d'un apport de 34 M\$ au BAIIA de la société découlant de l'acquisition de notre entreprise de prestation de services au secteur de la production pétrolière extracôtière en septembre 2017. Le BAIIA de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 a été contrebalancé en partie par la baisse des résultats dans notre secteur Services de construction, une baisse de l'apport provenant de notre entreprise de services-conseils financiers et la hausse des honoraires de gestion et des charges du siège social.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, nous avons présenté un BAIIA de la société de 252 M\$, soit une hausse de 52 M\$ par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2016. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ont été favorisés par la cession de notre entreprise de fabrication de baignoires et de douches en janvier 2017, ce qui a donné lieu à un profit réalisé de 233 M\$, soit un montant de 84 M\$ attribuable aux porteurs de parts déduction faite de l'impôt. Nous avons également cédé des titres de placement cotés en bourse, pour des profits réalisés d'environ 50 M\$, soit un montant de 12 M\$ attribuable aux porteurs de parts. Ces profits ont été contrebalancés en partie par la perte à la vente d'Insignia Energy dans notre secteur Activités industrielles de 48 M\$, soit un montant de 16 M\$ attribuable aux porteurs de parts, déduction faite de l'impôt, en août 2017, et par le fait que les flux de trésorerie liés aux opérations de la société de la période précédente ont bénéficié des profits de 57 M\$ liés à la vente de titres de placement au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Services commerciaux

Le tableau qui suit présente le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour notre secteur Services commerciaux pour les exercices clos les 31 décembre 2018, 2017 et 2016.

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre		
	2018	2017	2016
Produits	30 847 \$	20 874 \$	6 393 \$
Coûts d'exploitation directs	(30 351)	(20 448)	(6 053)
Frais généraux et administratifs	(278)	(182)	(146)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence	34	28	23
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ¹	(124)	(169)	(44)
BAIIA de la société^{2, 3}	128 \$	103 \$	173 \$
Profit à la cession réalisé, montant net	55	19	—
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(66)	(47)	(15)
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence	(3)	—	—
Impôt exigible	(44)	(16)	(20)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ¹	61	33	10
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société^{2, 3}	131 \$	92 \$	148 \$

Table des matières

Le tableau suivant présente les capitaux propres attribuables aux porteurs de parts pour notre secteur Services commerciaux aux 31 décembre 2018, 2017 et 2016.

(en millions de dollars américains)	31 décembre 2018	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Total de l'actif	7 613 \$	7 899 \$	3 965 \$
Total du passif	5 549 \$	5 930 \$	2 457 \$
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation ¹	571 \$	562 \$	274 \$
Capitaux propres attribuables aux porteurs de parts ²	1 493	1 407	1 234
Total des capitaux propres	2 064 \$	1 969 \$	1 508 \$

1. Attribuables aux participations d'autres entités dans nos filiales en exploitation.
2. Attribuables à la société mère avant la scission-distribution du 20 juin 2016 ainsi qu'aux porteurs de parts de société en commandite, aux porteurs de parts de commandité, aux porteurs de parts de rachat-échange et aux porteurs de parts de société en commandite spéciales après la scission-distribution. Pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017, les capitaux propres sont également attribuables aux porteurs d'actions privilégiées et aux porteurs de parts de société en commandite spéciales.
3. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont une mesure non conforme aux normes IFRS et ils sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, des profits ou pertes sans effet sur la trésorerie et d'autres éléments. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous tenons compte de notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations de la société des placements mis en équivalence. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés de manière à représenter le BAIIA de la société excluant l'incidence du profit (de la perte) à la cession réalisé, des charges d'intérêts, de l'impôt exigible ainsi que du profit à la cession réalisé, de l'impôt exigible et des charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence et d'autres éléments. Le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts. Pour obtenir plus d'information sur les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le BAIIA de la société, se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures non conformes aux normes IFRS » du rapport de gestion.

Comparaison des exercices clos le 31 décembre 2018 et le 31 décembre 2017

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les produits tirés du secteur Services commerciaux se sont chiffrés à 30 847 M\$, soit une hausse de 9 973 M\$, contre des produits de 20 874 M\$ pour 2017. Les coûts d'exploitation directs ont augmenté de 9 903 M\$ pour se chiffrer à 30 351 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, contre 20 448 M\$ pour 2017. L'augmentation des produits et des coûts directs s'explique essentiellement par notre acquisition de Greenergy au cours du deuxième trimestre de 2017. Les produits et les coûts d'exploitation directs de Greenergy comprennent des taxes à payer au gouvernement du Royaume-Uni. Le montant brut de ces taxes est comptabilisé dans les produits et les coûts directs, sans incidence sur la marge générée par l'entreprise. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, la composante taxes incluse dans les produits et les coûts d'exploitation directs s'élevait à environ 10 494 M\$. De plus, l'acquisition de notre entreprise de commercialisation de carburants en 2017 a contribué à l'augmentation des produits et des coûts d'exploitation directs au cours de l'exercice.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le BAIIA de la société de notre secteur Services commerciaux a augmenté de 25 M\$ par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2017. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, le BAIIA de la société a augmenté en raison de l'acquisition de notre entreprise de divertissement ainsi que du règlement reçu de notre entreprise de services de construction, partiellement contrebalancés par la perte d'apport découlant de la cession d'une participation dans notre entreprise de services de courtage immobilier au deuxième trimestre de 2018.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société de notre secteur Services commerciaux se sont chiffrés à 131 M\$, soit une augmentation de 39 M\$, comparativement à 92 M\$ en 2017. La hausse des flux de trésorerie liés aux opérations de la société était principalement attribuable à l'acquisition de notre entreprise de divertissement susmentionnée, ainsi qu'au profit net réalisé à la cession de notre participation dans notre entreprise de services de courtage immobilier, facteurs partiellement contrebalancés par la hausse de la charge d'impôt exigible.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les investissements de maintien et de croissance se sont élevés à 51 M\$ et à 60 M\$, respectivement, comparativement à 20 M\$ et à 20 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Les dépenses d'investissement étaient principalement liées à l'agrandissement de nos installations d'entreposage frigorifique, au processus de changement de marque de notre entreprise de commercialisation de carburants et aux achats, aux mises à niveau et aux

[Table des matières](#)

remplacements de matériel au sein de notre entreprise de services de construction. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, les dépenses d'investissement visaient principalement notre entreprise de services de construction, et étaient surtout constituées d'achats de matériel utilisé dans nos projets de construction dans l'ensemble de nos régions.

Comparaison des exercices clos le 31 décembre 2017 et le 31 décembre 2016

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, les produits tirés du secteur Services commerciaux se sont chiffrés à 20 874 M\$, soit une hausse de 14 481 M\$ comparativement à des produits de 6 393 M\$ pour la période correspondante de 2016. Les coûts d'exploitation directs ont augmenté de 14 395 M\$ pour se chiffrer à 20 448 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, contre 6 053 M\$ pour la période correspondante de 2016. L'augmentation des produits et des coûts directs s'explique essentiellement par notre acquisition de Greenergy au cours du deuxième trimestre de 2017. Les produits et les coûts d'exploitation directs de Greenergy comprennent des taxes à payer au gouvernement du Royaume-Uni. Le montant brut de ces taxes est comptabilisé dans les produits et les coûts directs, sans incidence sur la marge générée par l'entreprise. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, la composante taxes incluse dans les produits et les coûts d'exploitation directs s'élevait à environ 5 036 M\$. De plus, l'acquisition de notre entreprise de commercialisation de carburants et la hausse des volumes de projets au sein de nos entreprises de gestion d'installations ont contribué à l'augmentation des produits et des coûts d'exploitation directs au cours de l'exercice.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, le BAIIA de la société de notre secteur Services commerciaux a diminué de 70 M\$ par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2016. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, le BAIIA de la société a diminué en raison de la hausse des coûts des projets et du rendement inférieur de certains projets de notre entreprise de services de construction, ainsi que de la diminution de l'apport de notre entreprise de services-conseils financiers. La diminution a été en partie compensée par les apports des acquisitions de Greenergy et de notre entreprise de commercialisation de carburants au cours des deuxième et troisième trimestres de 2017, respectivement, ainsi que par l'apport accru de notre entreprise de gestion d'installations résultant principalement d'acquisitions complémentaires et de l'exécution de nouveaux contrats au cours de l'exercice.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société de notre secteur Services commerciaux se sont chiffrés à 92 M\$, soit une diminution de 56 M\$, comparativement à 148 M\$ en 2016. La baisse des flux de trésorerie liés aux opérations de la société découle principalement des facteurs mentionnés précédemment et de l'augmentation des charges d'intérêts attribuable à la hausse des emprunts liés à l'acquisition de Greenergy, partiellement compensés par les profits réalisés à la vente de titres de placement au cours des premier et deuxième trimestres de 2017. En outre, notre entreprise de services de relocalisation a réalisé un léger profit lié à la vente stratégique de certains contrats conclus avec des clients au cours du premier trimestre de 2017.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, les investissements de maintien et de croissance se sont élevés à 20 M\$ et à 20 M\$, respectivement, comparativement à 15 M\$ et à 17 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, les dépenses d'investissement concernaient principalement notre entreprise de services de construction, et étaient surtout constituées d'achats de matériel utilisé dans nos projets de construction dans l'ensemble de nos régions.

Ces dépenses n'ont pas été significatives pour notre secteur Services commerciaux pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, car ces entreprises n'étaient pas, en règle générale, hautement capitalistiques.

Services d'infrastructures

Le tableau qui suit présente le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour notre secteur Services d'infrastructures pour les exercices clos les 31 décembre 2018, 2017 et 2016.

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre		
	2018	2017	2016
Produits	2 418 \$	3 \$	— \$
Coûts d'exploitation directs	(1 715)	—	—
Frais généraux et administratifs	(65)	—	—
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence	120	31	—
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ¹	(463)	—	—
BAIIA de la société^{2, 3}	295 \$	34 \$	— \$
Profit à la cession réalisé, montant net	—	—	—
Autres produits (charges), montant net	(15)	—	—
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(176)	—	—
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence	(41)	(13)	—
Impôt exigible	(10)	—	—
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ¹	142	—	—
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société^{2, 3}	195 \$	21 \$	— \$

Le tableau qui suit présente les capitaux propres attribuables aux porteurs de parts pour notre secteur Services d'infrastructures aux 31 décembre 2018, 2017 et 2016.

(en millions de dollars américains)	31 décembre 2018	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Total de l'actif	11 640 \$	306 \$	— \$
Total du passif	9 129 \$	4 \$	— \$
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation ¹	1 534 \$	— \$	— \$
Capitaux propres attribuables aux porteurs de parts ²	977	302	—
Total des capitaux propres	2 511 \$	302 \$	— \$

1. Attribuables aux participations d'autres entités dans nos filiales en exploitation.
2. Attribuables à la société mère avant la scission-distribution du 20 juin 2016 ainsi qu'aux porteurs de parts de société en commandite, aux porteurs de parts de commandité, aux porteurs de parts de rachat-échange et aux porteurs de parts de société en commandite spéciales après la scission-distribution. Pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017, les capitaux propres sont également attribuables aux porteurs d'actions privilégiées et aux porteurs de parts de société en commandite spéciales.
3. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont une mesure non conforme aux normes IFRS et ils sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, des profits ou pertes sans effet sur la trésorerie et d'autres éléments. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous tenons compte de notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations de la société des placements mis en équivalence. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés de manière à représenter le BAIIA de la société excluant l'incidence du profit (de la perte) à la cession réalisé, des charges d'intérêts, de l'impôt exigible ainsi que du profit à la cession réalisé, de l'impôt exigible et des charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence et d'autres éléments. Le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts. Pour obtenir plus d'information sur les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le BAIIA de la société, se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures non conformes aux normes IFRS » du rapport de gestion.

Comparaison des exercices clos le 31 décembre 2018 et le 31 décembre 2017

Comme il a été expliqué, notre nouveau secteur opérationnel Services d'infrastructures comprend nos placements dans Westinghouse et Teekay Offshore.

[Table des matières](#)

Les produits présentés de notre secteur Services d'infrastructures se sont établis à 2 418 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, comparativement à 3 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. L'augmentation est principalement attribuable à l'acquisition de Westinghouse et à la consolidation de Teekay Offshore, à compter du troisième trimestre de 2018.

Le secteur a fourni un apport de 295 M\$ au BAIIA de la société, comparativement à 34 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Westinghouse a fourni un apport de 110 M\$ au BAIIA de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018. Les résultats obtenus au cours du trimestre ont été favorisés par la livraison de projets, en partie contrebalancée par des coûts plus élevés que la normale liés à la réévaluation à la hausse des stocks dans le cadre de la comptabilisation du prix d'achat de l'acquisition. Le reste de l'augmentation du BAIIA de la société est principalement attribuable à l'apport de Teekay Offshore pour un exercice complet. Le BAIIA de la société a été favorisé par un règlement non récurrent reçu d'un client au Brésil par Teekay Offshore relativement à des contrats d'affrètement résiliés précédemment.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société se sont établis à 195 M\$, par rapport à 21 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. L'augmentation des flux de trésorerie liés aux opérations de la société s'explique principalement par les facteurs susmentionnés.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les investissements de maintien et de croissance se sont élevés à 71 M\$ et à 82 M\$, respectivement, comparativement à néant et à néant pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Les dépenses d'investissement étaient principalement liées aux dépenses liées au matériel et à l'outillage de Westinghouse ainsi qu'aux coûts de mise en cale sèche, aux entrées, aux nouvelles constructions et aux conversions de navires de Teekay Offshore.

Comparaison des exercices clos le 31 décembre 2017 et le 31 décembre 2016

Au troisième trimestre de 2017, la société en commandite, de concert avec des partenaires institutionnels, a acquis une participation de 60 % dans Teekay Offshore. Le placement mis en équivalence a contribué pour un montant de 34 M\$ au BAIIA de la société et pour 21 M\$ aux flux de trésorerie liés aux opérations de la société. Le secteur Services d'infrastructures n'exerçait aucune activité avant ce placement.

Activités industrielles

Le tableau qui suit présente le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour notre secteur Activités industrielles pour les exercices clos les 31 décembre 2018, 2017 et 2016.

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre		
	2018	2017	2016
Produits	3 896 \$	1 939 \$	1 566 \$
Coûts d'exploitation directs	(2 060)	(1 425)	(1 333)
Frais généraux et administratifs	(231)	(113)	(106)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence	42	49	144
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ¹	(1 157)	(306)	(188)
BAIIA de la société^{2, 3}	490 \$	144 \$	83 \$
Profit à la cession réalisé, montant net	195	225	57
Autres produits (charges), montant net	(3)	—	—
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(263)	(154)	(74)
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence	(10)	(4)	(9)
Impôt exigible	(132)	(32)	(5)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ¹	193	(16)	17
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société^{2, 3}	470 \$	163 \$	69 \$

Table des matières

Le tableau qui suit présente les capitaux propres attribuables aux porteurs de parts pour notre secteur Activités industrielles aux 31 décembre 2018, 2017 et 2016.

(en millions de dollars américains)	31 décembre 2018	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Total de l'actif	7 650 \$	7 204 \$	3 643 \$
Total du passif	5 865 \$	3 721 \$	1 664 \$
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation ¹	1 426 \$	2 464 \$	1 263 \$
Capitaux propres attribuables aux porteurs de parts ²	359	1 019	716
Total des capitaux propres	1 785 \$	3 483 \$	1 979 \$

1. Attribuables aux participations d'autres entités dans nos filiales en exploitation.
2. Attribuables à la société mère avant la scission-distribution du 20 juin 2016 ainsi qu'aux porteurs de parts de société en commandite, aux porteurs de parts de commandité, aux porteurs de parts de rachat-échange et aux porteurs de parts de société en commandite spéciales après la scission-distribution. Pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017, les capitaux propres sont également attribuables aux porteurs d'actions privilégiées et aux porteurs de parts de société en commandite spéciales.
3. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont une mesure non conforme aux normes IFRS et ils sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des flux de trésorerie liés aux opérations de la société des placements mis en équivalence. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés de manière à représenter le BAIIA de la société excluant l'incidence du profit (de la perte) à la cession réalisé, des charges d'intérêts, de l'impôt exigible ainsi que du profit à la cession réalisé, de l'impôt exigible et des charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence et d'autres éléments. Le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts. Pour obtenir plus d'information sur les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le BAIIA de la société, se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures non conformes aux normes IFRS » du rapport de gestion.

Comparaison des exercices clos le 31 décembre 2018 et le 31 décembre 2017

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les produits tirés du secteur Activités industrielles se sont établis à 3 896 M\$, ce qui représente une hausse de 1 957 M\$, contre 1 939 M\$ pour la période correspondante de 2017. Les coûts d'exploitation directs ont augmenté de 635 M\$ pour se chiffrer à 2 060 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, contre 1 425 M\$ pour la période correspondante de 2017. L'augmentation des produits et des coûts d'exploitation directs est principalement imputable à une hausse des prix et des coûts des matières premières au sein de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite, combinée à nos acquisitions de BRK Ambiental en 2017 et de Schoeller Allibert au deuxième trimestre de 2018.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le BAIIA de la société de notre secteur Activités industrielles a augmenté de 346 M\$ par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2017. La hausse est essentiellement attribuable à la hausse des prix et à l'amélioration de la performance de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite et de notre entreprise d'extraction de palladium, jumelées à l'apport de l'acquisition de Schoeller Allibert.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société de notre secteur Activités industrielles se sont établis à 470 M\$, comparativement à 163 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. En plus des facteurs susmentionnés, la hausse était surtout attribuable au profit comptabilisé à la vente de notre entreprise énergétique en Australie au cours du quatrième trimestre de 2018, partiellement contrebalancé par le profit comptabilisé à la vente de notre entreprise de fabrication de baignoires et de douches en 2017.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les investissements de maintien et de croissance se sont élevés à 121 M\$ et à 152 M\$, respectivement, comparativement à 93 M\$ et à 104 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Les dépenses d'investissement pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 étaient principalement liées aux agrandissements et au remplacement de matériel au sein de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite, aux biens miniers au sein de notre entreprise d'extraction de palladium et aux moules et machines de Schoeller Allibert. Les dépenses d'investissement pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 étaient principalement liées aux biens miniers au sein de notre entreprise d'extraction de palladium, aux immobilisations incorporelles liées aux accords de concession de BRK Ambiental et à notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite.

Comparaison des exercices clos le 31 décembre 2017 et le 31 décembre 2016

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, les produits tirés du secteur Activités industrielles se sont chiffrés à 1 939 M\$, soit une hausse de 373 M\$ comparativement à des produits de 1 566 M\$ pour la période correspondante de 2016. Les coûts d'exploitation directs ont augmenté de 92 M\$ pour se chiffrer à 1 425 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, contre 1 333 M\$ pour la période correspondante de 2016. L'augmentation des produits et des coûts d'exploitation directs est principalement imputable à notre acquisition de BRK Ambiental, partiellement contrebalancée par la vente de notre entreprise de fabrication de baignoires et de douches en janvier 2017, qui a fourni un apport de 306 M\$ aux produits et de 245 M\$ aux coûts d'exploitation directs pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Le reste de l'augmentation des produits et des coûts d'exploitation directs s'explique par la hausse des prix et l'amélioration de la performance opérationnelle de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite et de notre entreprise d'extraction de palladium, ainsi que par la hausse des volumes de notre entreprise d'entretien de puits au Canada.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, le BAIIA de la société de notre secteur Activités industrielles a augmenté de 61 M\$ par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2016. Cette augmentation est essentiellement attribuable à l'acquisition de BRK Ambiental ainsi qu'à la hausse des prix et à l'amélioration de la performance opérationnelle de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite et de notre entreprise d'extraction de palladium au cours de l'exercice. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la vente de notre entreprise de fabrication de baignoires et de douches, qui a fourni un apport de 12 M\$ au BAIIA de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, ainsi que par la réorganisation du groupe de propriétaires et la vente partielle de notre entreprise liée à l'énergie en Australie-Occidentale à des partenaires institutionnels au cours du second semestre de 2016.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société de notre secteur Activités industrielles se sont élevés à 163 M\$, comparativement à 69 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. L'augmentation s'explique principalement, en plus des facteurs susmentionnés, par le profit net de 84 M\$ attribuable aux porteurs de parts découlant de la vente de notre entreprise de fabrication de baignoires et de douches en janvier 2017. Elle a été contrebalancée en partie par la hausse des charges d'intérêts découlant de l'acquisition de BRK Ambiental au cours de l'exercice, ainsi que par la baisse de l'apport de notre entreprise liée à l'énergie au Canada.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, les investissements de maintien et de croissance, y compris les dépenses d'investissement liées aux biens miniers au sein de notre entreprise d'extraction de palladium, aux immobilisations incorporelles relatives aux ententes de concession de BRK Ambiental et à notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite, se sont élevés à 93 M\$ et à 104 M\$, respectivement, comparativement à 94 M\$ et à 8 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Les dépenses d'investissement pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 étaient principalement liées aux biens miniers de notre entreprise d'extraction de palladium et à notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite.

Siège social et autres

Le tableau qui suit présente le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société pour notre secteur Siège social et autres pour les exercices clos les 31 décembre 2018, 2017 et 2016.

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre		
	2018	2017	2016
Produits	7 \$	7 \$	1 \$
Coûts d'exploitation directs	(8)	(3)	—
Frais généraux et administratifs	(69)	(45)	(17)
BAIIA de la société comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence	—	—	—
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ¹	—	—	—
BAIIA de la société^{2, 3}	(70) \$	(41) \$	(16) \$
Profit à la cession réalisé, montant net	—	—	—
Autres produits (charges), montant net	—	—	—
Produits (charges) d'intérêts, montant net	7	(1)	(1)
Profit à la cession réalisé, impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence	—	—	—
Impôt exigible	—	18	—
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités (déduction faite du BAIIA de la société attribuable à d'autres entités) ¹	—	—	—
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société^{2, 3}	(63) \$	(24) \$	(17) \$

Le tableau qui suit présente les capitaux propres attribuables aux porteurs de parts pour notre secteur Siège social et autres aux 31 décembre 2018, 2017 et 2016.

(en millions de dollars américains)	31 décembre 2018	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Total de l'actif	415 \$	395 \$	585 \$
Total du passif	281 \$	85 \$	34 \$
Participations d'autres entités dans les filiales en exploitation ¹	—	—	—
Capitaux propres attribuables aux porteurs de parts ²	134	310	551
Total des capitaux propres	134 \$	310 \$	551 \$

1. Attribuables aux participations d'autres entités dans nos filiales en exploitation.
2. Attribuables à la société mère avant la scission-distribution du 20 juin 2016 ainsi qu'aux porteurs de parts de société en commandite, aux porteurs de parts de commandité, aux porteurs de parts de rachat-échange et aux porteurs de parts de société en commandite spéciales après la scission-distribution. Pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017, les capitaux propres sont également attribuables aux porteurs d'actions privilégiées et aux porteurs de parts de société en commandite spéciales.
3. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont une mesure non conforme aux normes IFRS et ils sont calculés comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, des profits ou pertes sans effet sur la trésorerie et d'autres éléments. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, nous tenons compte de notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations de la société des placements mis en équivalence. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont également ajustés de manière à représenter le BAIIA de la société excluant l'incidence du profit (de la perte) à la cession réalisé, des charges d'intérêts, de l'impôt exigible ainsi que du profit à la cession réalisé, de l'impôt exigible et des charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence et d'autres éléments. Le BAIIA de la société et les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts. Pour obtenir plus d'information sur les flux de trésorerie liés aux opérations de la société et le BAIIA de la société, se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures non conformes aux normes IFRS » du rapport de gestion.

Les frais généraux et administratifs liés aux charges du siège social comprenaient les honoraires de gestion, les honoraires d'audit et les jetons de présence. En vertu de notre convention-cadre de services, nous versons à Brookfield des honoraires de gestion de base trimestriels qui correspondent à 0,3125 % de notre total du capital investi (1,25 % annuellement), majorés du montant de la dette avec recours à l'égard d'une tierce partie, déduction faite de la trésorerie détenue par les entités de la société en commandite. Pour les exercices clos les 31 décembre 2018, 2017 et 2016, les honoraires de gestion se sont

[Table des matières](#)

élevés à 56 M\$, à 33 M\$ et 12 M\$, respectivement. L'augmentation des honoraires de gestion s'explique par la croissance du total du capital investi de la société en commandite par rapport à la période correspondante de 2017.

La société en commandite a conclu une convention de dépôt avec Brookfield en vertu de laquelle elle peut déposer des fonds auprès de Brookfield, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration. Le solde de tout dépôt est payable à vue et est assorti d'un taux d'intérêt convenu selon les conditions du marché. Aux 31 décembre 2018 et 2017, le montant du dépôt était de 244 M\$ et de 384 M\$, respectivement, et était compris dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Rapprochement des mesures non conformes aux normes IFRS

Flux de trésorerie liés aux opérations de la société

Pour mesurer notre performance, nous analysons, entre autres, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société. Nous définissons les flux de trésorerie liés aux opérations de la société comme le bénéfice net excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt sur le résultat différé, des coûts de résiliation et de transaction, ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie et autres éléments. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont présentés sur une base nette aux porteurs de parts, ou sur une base nette à la société mère. Les flux de trésorerie liés aux opérations sont une mesure de la performance opérationnelle non calculée conformément aux normes IFRS, lesquelles n'en donnent aucune définition normalisée. Il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ont les limites suivantes à titre d'outil d'analyse :

- Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ne tiennent pas compte de la dotation aux amortissements. Comme nous détenons des immobilisations à durée d'utilité déterminée, la dotation aux amortissements tient compte du fait que nous devons conserver ou remplacer nos actifs en vue de maintenir notre capacité à générer des produits.
- Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ne tiennent pas compte de l'impôt différé, qui pourrait devenir exigible si nous détenions nos actifs pour une longue durée.
- Les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ne tiennent compte d'aucun ajustement à la juste valeur sans effet de trésorerie ou d'ajustement à la valeur de marché comptabilisé en résultat net.

En raison de ces limites, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société ne devraient pas être considérés comme l'unique mesure de notre performance et ne devraient pas être considérés de manière isolée ni en remplacement de l'analyse de nos résultats, tels qu'ils sont présentés en vertu des normes IFRS. Toutefois, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société sont une mesure clé que nous utilisons pour évaluer la performance de nos activités.

Lorsqu'ils sont considérés conjointement avec nos résultats en vertu des normes IFRS, les flux de trésorerie liés aux opérations de la société permettent, à notre avis, une meilleure compréhension des facteurs et des tendances influant sur nos activités sous-jacentes, y compris l'incidence des emprunts. Ils nous permettent d'évaluer nos activités selon le rendement en trésorerie du capital investi en déduisant l'incidence des éléments sans effet de trésorerie et autres éléments. Nous rajoutons les amortissements, car le coût de base déprécié de nos actifs est reflété dans le profit final ou la perte finale à la cession réalisés. Nous rajoutons l'impôt différé, cet élément ne traduisant pas, à notre avis, la valeur actuelle des obligations fiscales en trésorerie réelles que nous devons acquitter, particulièrement si nos activités sont détenues longtemps. Nous rajoutons aussi les profits ou pertes sur évaluation sans effet de trésorerie comptabilisés en résultat net, car ils sont, par leur nature, sans effet sur la trésorerie et donnent une approximation, à un moment précis, de la valeur des éléments non courants. Nous rajoutons également les coûts de résiliation et de transaction, car par leur nature, il s'agit de dépenses en capital.

BAIIA de la société

Nous utilisons également le BAIIA de la société comme mesure de la performance. Nous définissons le BAIIA de la société comme les flux de trésorerie liés aux opérations de la société, excluant l'incidence des profits à la cession réalisés, des charges d'intérêts et de l'impôt exigible, ainsi que des profits à la cession réalisés, de l'impôt exigible et des charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence et d'autres charges. Le BAIIA de la société est présenté sur une base nette aux porteurs de parts

[Table des matières](#)

ou sur une base nette à la société mère. Le BAIIA de la société comporte des limites à titre d'outil d'analyse, car il ne tient pas compte des profits à la cession réalisés, des charges d'intérêts et de l'impôt exigible, ni de la dotation aux amortissements, de l'impôt différé, des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie et des pertes de valeur et d'autres charges. En raison de ces limites, le BAIIA de la société ne devrait pas être considéré comme l'unique mesure de notre performance et ne devrait pas être considéré de manière isolée ni en remplacement de l'analyse de nos résultats, tels qu'ils sont présentés en vertu des normes IFRS. Toutefois, le BAIIA de la société est une mesure clé que nous utilisons pour évaluer la performance de nos activités.

Lorsqu'il est considéré conjointement avec nos résultats en vertu des normes IFRS, le BAIIA de la société permet, à notre avis, une meilleure compréhension de la capacité de nos entreprises à générer un bénéfice récurrent, ce qui permet aux utilisateurs de mieux comprendre et d'évaluer la performance de nos activités sous-jacentes.

Le tableau suivant présente un rapprochement du BAIIA de la société et des flux de trésorerie liés aux opérations de la société avec le bénéfice net attribuable aux porteurs de parts pour les périodes indiquées.

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre		
	2018	2017	2016
Produits	37 168 \$	22 823 \$	7 960 \$
Coûts d'exploitation directs	(34 134)	(21 876)	(7 386)
Frais généraux et administratifs	(643)	(340)	(269)
BAIIA de la société lié aux placements mis en équivalence ¹	196	108	167
BAIIA de la société attribuable à d'autres entités ²	(1 744)	(475)	(232)
BAIIA de la société	843 \$	240 \$	240 \$
Profit à la cession réalisé, montant net ³	250	244	57
Autres produits (charges), montant net	(18)	—	—
Produits (charges) d'intérêts, montant net	(498)	(202)	(90)
Impôt exigible et charges d'intérêts liés aux placements mis en équivalence ¹	(54)	(17)	(9)
Impôt exigible	(186)	(30)	(25)
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société attribuables à d'autres entités ²	396	17	27
Flux de trésorerie liés aux opérations de la société	733 \$	252 \$	200 \$
Amortissements	(748)	(371)	(286)
(Profit) perte à la cession réalisé(e) comptabilisé(e) au cours de périodes précédentes ³	—	23	—
Charge pour perte de valeur, montant net	(218)	(39)	(261)
Profit sur les acquisitions et cessions ³	250	—	—
Autres produits (charges), montant net	(118)	(108)	(11)
Impôt différé	88	22	41
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables aux placements mis en équivalence ¹	(132)	(22)	(90)
Éléments sans effet sur la trésorerie attribuables à d'autres entités ²	567	267	378
Bénéfice net attribuable aux porteurs de parts⁴	422 \$	24 \$	(29) \$

1. La somme de ces montants correspond au bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence de 10 M\$, présenté dans l'état du résultat net en vertu des normes IFRS, pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, au bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence de 69 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 et au bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence de 68 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.
2. Le total des éléments en trésorerie et des éléments sans effet sur la trésorerie attribuables aux participations d'autres entités correspond au bénéfice net de 781 M\$, présenté dans notre état du résultat net en vertu des normes IFRS, pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, au bénéfice net de 191 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 et à la perte nette de 173 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.
3. La somme de ces montants correspond au profit net à la cession réalisé de 500 M\$, présenté dans l'état du résultat net en vertu des normes IFRS, pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, au profit net à la cession réalisé de 267 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 et au profit net à la cession réalisé de 57 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.
4. Attribuable aux porteurs de parts de société en commandite, aux porteurs de parts de commandité, aux porteurs de parts de rachat-échange et aux porteurs de parts de société en commandite spéciales après la scission-distribution et à la société mère avant la scission-distribution.

Table des matières

Le tableau qui suit présente le rapprochement des capitaux propres attribuables aux parts de société en commandite, aux parts de commandité, aux parts de rachat-échange, aux actions privilégiées et aux parts de société en commandite spéciales avec les capitaux propres attribuables aux porteurs de parts pour les périodes présentées.

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017
Commanditaires	1 548 \$	1 585 \$
Commandité	—	—
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables aux :		
Parts de rachat-échange, actions privilégiées et parts de société en commandite spéciales détenues par Brookfield	1 415	1 453
Capitaux propres attribuables aux porteurs de parts¹	2 963 \$	3 038 \$

Le tableau suivant présente les capitaux propres attribuables aux porteurs de parts, par secteur, aux 31 décembre 2018 et 2017.

(en millions de dollars américains)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
31 décembre 2018	1 493 \$	977 \$	359 \$	134 \$	2 963 \$
31 décembre 2017	1 407 \$	302 \$	1 019 \$	310 \$	3 038 \$

1. Attribuables à la société mère avant la scission-distribution du 20 juin 2016 ainsi qu'aux porteurs de parts de société en commandite, aux porteurs de parts de commandité, aux porteurs de parts de rachat-échange et aux porteurs de parts de société en commandite spéciales après la scission-distribution. Pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017, les capitaux propres sont également attribuables aux porteurs d'actions privilégiées et aux porteurs de parts de société en commandite spéciales.

5.B. SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Pour gérer nos exigences en matière de liquidité et de capital, nous nous appuyons sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, la monétisation d'activités en pleine maturité au moment opportun, le refinancement de la dette et des entreprises en cours et l'utilisation de facilités de crédit. Nous visons à maintenir suffisamment de liquidités pour répondre à nos besoins continus en matière d'exploitation et pour conserver une distribution modeste.

Nos principaux besoins en matière de liquidité pour le prochain exercice portent notamment sur le respect des paiements liés au service de la dette, le financement des charges récurrentes, les dépenses d'investissement requises, les acquisitions faisant l'objet d'engagements et les occasions d'acquisition, lorsqu'elles se présentent. De plus, un élément fondamental de notre stratégie consiste à réaliser des acquisitions par la voie d'ententes de consortium mené par Brookfield conclues avec des investisseurs institutionnels ou des partenaires stratégiques, ainsi qu'à créer des partenariats afin de réaliser des acquisitions spécialisées ou des acquisitions à l'échelle mondiale. Brookfield a déjà démontré qu'elle peut diriger ce type de consortiums et de partenariats et qu'elle peut gérer activement les actifs sous-jacents afin d'améliorer le rendement. Les récentes acquisitions conclues par la société en commandite sont expliquées en détail à la section « Développements récents des activités » de la rubrique 4.A, « Historique et développement de la société ». Par exemple, la société en commandite, de concert avec des investisseurs institutionnels, a réalisé l'acquisition de Westinghouse pour un prix d'achat d'environ 4 G\$ le 1^{er} août 2018. Une tranche d'environ 920 M\$ de la transaction a été financée par des capitaux propres, et une tranche de 3,1 G\$, au moyen d'un financement par emprunt à long terme (2,9 G\$, déduction faite des coûts de financement). La quote-part des capitaux propres de la société en commandite d'environ 405 M\$ a été financée au moyen des liquidités disponibles.

Nos liquidités proviennent principalement des actifs financiers, des facilités de crédit inutilisées, des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et de notre accès aux marchés des capitaux publics et privés. En septembre 2017, nous avons émis 13 340 000 parts de société en commandite dans le cadre d'un appel public à l'épargne et 6 945 000 parts de rachat-échange en faveur de Brookfield pour un produit brut global de 600 M\$, avant des frais d'émission de titres de capitaux propres de 8 M\$. En octobre 2017, les preneurs fermes ont exercé leur option de surallocation visant l'achat de 1 000 500 parts additionnelles à un prix de 30,00 \$ par part, pour un produit brut d'environ 30 M\$, moins des frais d'émission de titres de

Table des matières

capitaux propres d'environ 1 M\$. Pour en savoir davantage, consulter la section « Capitaux propres attribuables aux porteurs de parts » de la rubrique 5.A, « Résultats d'exploitation ».

Le tableau suivant présente les emprunts, par secteur, au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2017.

(en millions de dollars américains)	Services commerciaux	Services d'infrastructures	Activités industrielles	Siège social et autres	Total
31 décembre 2018	1 228 \$	5 748 \$	3 890 \$	— \$	10 866 \$
31 décembre 2017	1 190 \$	— \$	2 075 \$	— \$	3 265 \$

Au 31 décembre 2018, l'encours de la dette de la société en commandite s'élevait à 10 866 M\$, comparativement à 3 265 M\$ au 31 décembre 2017. Les emprunts s'établissent comme suit :

(en millions de dollars américains)	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Emprunts à terme et facilités de crédit	8 505 \$	1 745 \$
Financement de projets	573	449
Déventures	503	596
Programme de titrisation	260	249
Billets de premier rang	1 025	226
Total des emprunts	10 866 \$	3 265 \$

La société en commandite a conclu, par l'intermédiaire de ses entreprises en exploitation, des facilités de crédit avec des institutions financières importantes. Ces facilités de crédit se composent principalement de facilités d'exploitation renouvelables et de facilités d'exploitation à terme assorties de taux d'intérêt variables. Au niveau de l'exploitation, nous nous efforçons de maintenir un endettement prudent dont le remboursement peut être effectué au moyen des activités poursuivies. Sur une base consolidée, les emprunts de nos activités totalisaient 10 866 M\$ au 31 décembre 2018, comparativement à 3 265 M\$ au 31 décembre 2017. L'augmentation de 7 601 M\$ s'explique essentiellement par un emprunt à terme garanti de premier rang de 2 250 M\$ contracté par GrafTech, dont une tranche d'environ 400 M\$ a servi au remboursement de la dette existante, par un financement au moyen d'un emprunt à terme de 2 950 M\$ contracté par Westinghouse et par la consolidation de la dette de Teekay Offshore.

Nous finançons nos actifs surtout en ce qui a trait aux sociétés en exploitation au moyen d'emprunts qui, en général, sont sans recours contre la société en commandite ou nos autres activités et qui, en général, sont garantis par des actifs appartenant aux sociétés en exploitation respectives. En outre, des instruments de créance au niveau des sociétés en exploitation n'entraînent pas une déchéance croisée ou un défaut croisé à l'égard d'emprunts d'autres sociétés en exploitation. Cette dette revêt la forme de marges de crédit renouvelables, d'emprunts à terme et de titres de créance assortis de diverses échéances allant de 1 an à 21 ans. Au 31 décembre 2018, l'échéance moyenne pondérée était de 5,9 années, et le taux d'intérêt moyen pondéré sur l'encours de la dette s'élevait à 6,45 %. Au 31 décembre 2018, la capacité d'emprunt maximale de nos emprunts à terme et de nos facilités de crédit au niveau des entreprises et des autres filiales, à l'exclusion de la capacité au niveau de la société en commandite, s'élevait à 15,4 G\$, dont une tranche de 10,9 G\$ avait été prélevée.

Le recours aux emprunts à terme et aux facilités de crédit est principalement lié aux activités poursuivies et aux dépenses d'investissement, ainsi qu'au financement des acquisitions. Les taux d'intérêt appliqués à ces facilités sont basés sur les taux d'intérêt du marché. Ces emprunts comprennent les clauses restrictives habituelles basées sur le ratio de couverture des charges fixes, le ratio de l'encours de la dette sur le BAIIA et le maintien de niveaux minimaux de capitaux propres et de liquidités. Nos activités respectent actuellement toutes les clauses restrictives significatives, ou ont obtenu des exemptions à l'égard de celles-ci, de leurs emprunts à terme et de leurs facilités de crédit. Lorsque les conditions économiques sont ardues, nous prenons des mesures proactives pour éviter que nos activités manquent à leurs obligations en vertu des modalités de leurs facilités de crédit, notamment en modifiant ces instruments de créance ou, au besoin, en cherchant à obtenir une renonciation de la part des prêteurs. Notre capacité à procéder à des modifications ou, au besoin, à obtenir une renonciation ou à financer de toute autre façon cette dette dépend, entre autres, des conditions sur les marchés financiers et de notre situation financière à ce moment.

[Table des matières](#)

La société en commandite a une facilité de crédit d'acquisition renouvelable avec Brookfield permettant des emprunts d'un montant maximal de 500 M\$. La facilité de crédit est garantie par la société en commandite et par chaque filiale de la société en commandite ou de la société de portefeuille SEC, entièrement détenue de façon directe (en fonction des capitaux propres ordinaires en circulation), qui n'est pas autrement un emprunteur. La facilité de crédit sera libellée en dollars américains ou canadiens, et les avances seront consenties en fonction du taux LIBOR, du taux de base, du taux des acceptations bancaires ou du taux préférentiel. La facilité de crédit porte intérêt au LIBOR ou au taux des acceptations bancaires majoré de 3,75 %, ou au taux de base ou au taux préférentiel majoré de 2,75 %. En vertu de la facilité de crédit, nous devons également maintenir une valeur nette déconsolidée minimale. De plus, les facilités de crédit comportent des restrictions relatives à la capacité des emprunteurs et des garants à, entre autres, créer des privilèges, mener certaines fusions et consolidations et conclure des accords de couverture à des fins spéculatives. Le produit net supérieur à un seuil prédéterminé qui a été reçu des emprunteurs à la suite de la cession d'actifs ou de la contraction de dettes, ou de l'émission de titres de capitaux propres par les emprunteurs ou leurs filiales devra être affecté au remboursement de la facilité de crédit (au titre de laquelle de nouveaux prélèvements pourront ensuite être effectués dans le but de financer d'éventuels investissements). Au 31 décembre 2018, aucun montant n'avait été prélevé sur la facilité de crédit.

Au deuxième trimestre de 2018, la société en commandite a modifié et mis à jour notre facilité de crédit bilatérale pour en accroître la limite d'un montant de 575 M\$, la faisant passer à 825 M\$, auprès d'un groupe élargi de banques. En plus du dollar américain et du dollar canadien, des montants peuvent être prélevés sur la facilité de crédit en euros, en livres sterling ou en dollars australiens. Les avances en vertu de la facilité de crédit portent intérêt au taux précisé parmi le LIBOR, l'EURIBOR, le CDOR, le BBSY ou le taux des acceptations bancaires, majoré de 2,50 %, ou au taux précisé entre le taux de base et le taux préférentiel, majoré de 1,50 %. La date d'échéance de la facilité de crédit a été reportée de deux ans jusqu'en août 2021. Cette facilité de crédit est utilisée à des fins générales et, en vertu de celle-ci, nous devons maintenir une valeur corporelle nette minimale et des ratios d'endettement au niveau de la société en commandite. Au 31 décembre 2018, aucun montant n'avait été prélevé sur la facilité.

Le tableau ci-dessous présente le ratio d'endettement net de la société en commandite au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2017.

(en millions de dollars américains)	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Emprunts généraux	— \$	— \$
Emprunts sans recours des filiales	10 866	3 265
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 949)	(1 106)
Dette nette	8 917	2 159
Total des capitaux propres	6 494	6 064
Total des capitaux propres et de la dette nette	15 411 \$	8 223 \$
Ratio d'endettement net	58 %	26 %

Le commandité de la société en commandite a mis en œuvre une politique de distribution en vertu de laquelle nous comptons verser des distributions en trésorerie trimestrielles d'un montant initial actuellement évalué à environ 0,25 \$ par part, sur une base annualisée. Le 7 février 2019, le conseil d'administration du commandité de la société en commandite a déclaré un dividende de 0,0625 \$ par part, payable le 29 mars 2019 aux porteurs de parts inscrits à la fermeture des bureaux le 28 février 2019.

Au cours du quatrième trimestre de 2018, le cours moyen pondéré en fonction du volume par part était de 38,20 \$, soit un montant inférieur au seuil de la distribution incitative antérieure de 41,96 \$ par part, ce qui s'est traduit par une distribution incitative de néant pour le trimestre. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, la distribution incitative a totalisé 278 M\$.

Flux de trésorerie

Nous croyons actuellement avoir accès à suffisamment de sources de financement et nous continuerons à avoir recours aux ressources mises à notre disposition pour financer nos activités. Nos sources de financement futures comprennent les flux

[Table des matières](#)

de trésorerie provenant des activités d'exploitation, les emprunts et le produit d'émissions de titres de créance ou de placements de titres de capitaux propres futurs éventuels, au besoin.

Au 31 décembre 2018, la trésorerie et les équivalents de trésorerie se chiffraient à 1 949 M\$, comparativement à 1 106 M\$ au 31 décembre 2017 et à 1 050 M\$ au 31 décembre 2016. Le tableau qui suit présente les flux de trésorerie nets pour les exercices clos les 31 décembre 2018, 2017 et 2016.

(en millions de dollars américains)	Exercices clos les 31 décembre		
	2018	2017	2016
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	1 341 \$	(70) \$	229 \$
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(3 999)	(1 595)	(96)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	3 561	1 713	586
Incidence des taux de change sur la trésorerie	(60)	8	(15)
Trésorerie reclassée dans les actifs détenus en vue de la vente	—	—	(8)
	843 \$	56 \$	696 \$

Révision des chiffres correspondants

Les chiffres correspondants relatifs aux flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 ont été révisés afin de corriger une erreur non significative décelée par la direction relativement au reclassement, dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie, de flux de trésorerie liés aux découverts bancaires découlant d'une acquisition conclue par notre secteur Services commerciaux en mai 2017. Par conséquent, un montant de 360 M\$ auparavant présenté à titre de créditeurs et autres dans le poste Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net des activités d'exploitation, est désormais présenté au poste Produit d'autres facilités de crédit, montant net des activités de financement. Les chiffres correspondants de 2017 présentés dans l'information supplémentaire sur les flux de trésorerie de la note 28 ont également été mis à jour afin d'éliminer le découvert bancaire auparavant comptabilisé aux créditeurs et autres. Cette correction de classement au tableau des flux de trésorerie est non significative et elle n'a eu aucune incidence sur les états de la situation financière, du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres historiques de la société en commandite.

Le tableau suivant présente en détail l'incidence de la correction de classement au tableau consolidé des flux de trésorerie pour les périodes closes le 31 décembre 2017 et le 31 mars 2018.

(en millions de dollars américains)	31 décembre 2017	31 mars 2018
Montants auparavant présentés		
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net	(91) \$	(228) \$
Produit d'autres facilités de crédit, montant net	—	—
Montants corrigés		
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, montant net	(451) \$	(405) \$
Produit d'autres facilités de crédit, montant net	360	177

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Le total des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'est établi à 1 341 M\$, comparativement à des flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation de 70 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 tiennent principalement à l'apport additionnel lié aux meilleurs résultats de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite en raison d'une hausse des prix et du volume et de la consolidation de Teekay Offshore.

Le total des flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 s'est établi à 70 M\$, comparativement à des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de 229 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation pour l'exercice clos le 31 décembre 2017

[Table des matières](#)

tiennent principalement à l'apport de Greenergy, de BRK Ambiental et de notre entreprise de commercialisation de carburants, qui ont été acquises en 2017.

Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement

Le total des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'est chiffré à 3 999 M\$, comparativement à des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement de 1 595 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Nos activités d'investissement ont eu principalement trait aux acquisitions de Westinghouse, de Schoeller Allibert et d'Imagine, aux acquisitions complémentaires au sein de nos entreprises de gestion d'installations et de commercialisation de carburants, ainsi qu'à l'acquisition d'immobilisations corporelles au sein de nos activités. Ces acquisitions ont été partiellement contrebalancées par le produit en trésorerie reçu à la cession de nos participations dans notre entreprise de services de courtage immobilier et notre entreprise énergétique en Australie, ainsi que par la trésorerie reprise à la suite de la consolidation de Teekay Offshore.

Le total des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 s'est chiffré à 1 595 M\$, comparativement à 96 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Nos activités d'investissement se rapportaient essentiellement aux acquisitions effectuées au sein de nos secteurs Services commerciaux et Activités industrielles, compensées par la cession de notre entreprise de fabrication de baignoires et de douches, la cession d'Insignia Energy dans notre secteur Activités industrielles et la vente de titres de placement cotés en bourse dans nos secteurs Activités industrielles et Services commerciaux.

Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement

Le total des flux de trésorerie provenant des activités de financement s'est élevé à 3 561 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, comparativement à des flux de trésorerie provenant des activités de financement de 1 713 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, nos emprunts, déduction faite des remboursements, se sont établis à 4 568 M\$ et ils se composaient principalement d'un emprunt à terme garanti de premier rang de 2 250 M\$ obtenu par notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite, sur lequel une tranche d'environ 400 M\$ a été utilisée pour rembourser la dette existante. Le financement au moyen d'un emprunt à terme de 2 950 M\$ mis en place pour Westinghouse a également contribué à l'augmentation des emprunts. Les distributions à d'autres entités qui détiennent une participation dans les filiales en exploitation, déduction faite du capital fourni par d'autres entités qui détiennent une participation dans les filiales en exploitation, se sont chiffrées à 600 M\$ et elles se composaient principalement de distributions versées par notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, un montant de 32 M\$ a été distribué aux commanditaires et aux porteurs de parts de rachat-échange et un montant de 327 M\$ a été distribué aux porteurs de parts de société en commandite spéciales.

Le total des flux de trésorerie provenant des activités de financement s'est élevé à 1 713 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comparativement à des flux de trésorerie provenant des activités de financement de 586 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, nos emprunts, déduction faite des remboursements, se sont établis à 349 M\$, et notre capital fourni par d'autres entités qui détiennent une participation dans les filiales en exploitation, déduction faite des distributions, s'est chiffré à 509 M\$. En septembre 2017, nous avons émis des parts de société en commandite et des parts de rachat-échange de la société de portefeuille SEC pour un produit brut d'approximativement 600 M\$, avant des frais d'émission de titres de capitaux propres de 8 M\$, et en octobre 2017, nous avons émis des parts de société en commandite additionnelles de 30 M\$, avant des frais d'émission de titres de capitaux propres de 1 M\$, à la suite de l'exercice de l'option de surallocation. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, un montant de 31 M\$ a été distribué aux commanditaires et aux porteurs de parts de rachat-échange et un montant de 95 M\$ a été distribué aux porteurs de parts de société en commandite spéciales.

Risques de marché

Le risque de marché est défini aux fins des présentes comme le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs liés à un instrument financier détenu par notre société en commandite fluctuent en raison des variations des prix du

[Table des matières](#)

marché. Le risque de marché comprend le risque de variation des taux d'intérêt, des taux de change et des prix de marché en raison de facteurs autres que les taux d'intérêt ou de change, comme les variations du cours des actions et du prix des marchandises ou les différentiels de taux.

Les instruments financiers détenus par notre société en commandite qui sont assujettis au risque de marché comprennent les autres actifs financiers, les emprunts, les instruments dérivés, comme les dérivés sur taux d'intérêt et sur devises, et les titres négociables.

La société en commandite est exposée au risque de prix associé aux titres négociables et à d'autres actifs financiers. Le solde du portefeuille au 31 décembre 2018 se chiffrait à 546 M\$ (2017 – 461 M\$); une variation de 10 % de la valeur du portefeuille aurait une incidence de 55 M\$ sur nos capitaux propres (2017 – 46 M\$), et se traduirait par une incidence de 55 M\$ sur les états consolidés du résultat global (2017 – 46 M\$).

Risque de taux d'intérêt

Les effets observables sur la juste valeur ou sur les flux de trésorerie futurs liés aux instruments financiers et qui sont directement imputables au risque de taux d'intérêt comprennent les variations du résultat net lié aux instruments financiers dont les flux de trésorerie sont déterminés en fonction de taux d'intérêt variables, ainsi que les variations de la valeur des instruments financiers dont les flux de trésorerie sont fixes de nature. Une augmentation ou une diminution des taux d'intérêt de 10 points de base n'aurait pas d'incidence significative sur notre résultat net.

Risque de change

Nous exerçons des activités sur les marchés internationaux qui sont libellées en monnaies autres que le dollar américain, essentiellement en dollars australiens, en dollars canadiens et en reales brésiliens. Par conséquent, nous sommes exposés au risque de change en raison des fluctuations possibles des taux de change entre ces devises et le dollar américain. Nous structurons nos activités de manière à ce que les activités à l'étranger soient essentiellement exercées par des entités dont la monnaie fonctionnelle est la même que celle de l'environnement économique dans lequel se déroulent les activités. L'incidence du risque de change lié aux instruments financiers sur le résultat net est donc limitée, car les actifs et passifs financiers connexes sont généralement libellés dans la monnaie fonctionnelle de la filiale qui détient l'instrument financier. Toutefois, nous sommes exposés au risque de change lié aux actifs nets des activités libellées en monnaies étrangères et à la dette libellée en devises. Nous gérons le risque de change au moyen de contrats de couverture, habituellement des contrats de change à terme. Rien ne garantit que les stratégies de couverture, dans la mesure où elles sont utilisées, atténueront entièrement le risque.

Le tableau suivant présente l'incidence sur le résultat net et les autres éléments du résultat global d'une variation de 10 % des taux de change entre le dollar américain et les principales devises.

(en millions de dollars américains)	2018		2017		2016	
	Autres éléments du résultat global	Résultat net	Autres éléments du résultat global	Résultat net	Autres éléments du résultat global	Résultat net
\$ US – \$ AU	(36) \$	— \$	(88) \$	— \$	(55) \$	— \$
\$ US – BRL	(35)	4	(33)	—	—	—
\$ US – \$ CA	(12)	3	(37)	—	(50)	—
\$ US – Autres	(19)	5	(9)	(20)	(3)	1

Se reporter aussi aux notes 4, « Juste valeur des instruments financiers », 25, « Instruments financiers dérivés » et 26, « Gestion des risques financiers » de nos états financiers consolidés inclus dans le présent formulaire 20-F.

Risque sur marchandises

Le risque sur marchandises est le risque que la juste valeur des instruments financiers fluctue en raison des variations des prix des marchandises. Nos filiales en exploitation qui sont exposées au risque sur marchandises tentent de l'atténuer au

[Table des matières](#)

moyen de dérivés sur marchandises. Une augmentation ou une diminution du prix des marchandises de 10 points de base, en ce qui concerne les instruments financiers, n'aurait pas d'incidence significative sur notre résultat net.

Notre exposition au risque sur marchandises se rapporte principalement à notre secteur Activités industrielles. Nous couvrons l'exposition à ce risque, le cas échéant. Se reporter à la rubrique 4.B, « Aperçu des activités – Activités industrielles ».

Transactions entre parties liées

Nous avons conclu un certain nombre de transactions entre parties liées avec Brookfield, comme il est mentionné à la note 24 de nos états financiers consolidés inclus dans le présent formulaire 20-F.

Méthodes comptables, estimations et jugements critiques

La préparation des états financiers exige que la direction formule des jugements, estimations et hypothèses critiques qui ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs présentés, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté des produits et des charges qu'il n'est pas facile d'établir à partir d'autres sources, durant la période de présentation de l'information financière. Ces estimations et hypothèses connexes sont fondées sur des données historiques et sur d'autres facteurs considérés comme pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont revues périodiquement. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée si la révision ne touche que cette période, ou dans la période de révision et les périodes futures si la révision touche à la fois la période actuelle et les périodes futures.

Les jugements critiques énoncés par la direction et utilisés dans le cours normal de la préparation des états financiers consolidés de notre société en commandite sont présentés ci-après.

Pour en savoir davantage sur les méthodes comptables, jugements et estimations critiques, veuillez vous référer à la rubrique « Principales méthodes comptables », à la note 2 de nos états financiers consolidés aux 31 décembre 2018 et 2017 et pour les exercices clos les 31 décembre 2018, 2017 et 2016 inclus dans le présent formulaire 20-F. Se reporter à la rubrique 18, « États financiers ».

Regroupements d'entreprises

La société en commandite comptabilise les regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. La répartition de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre d'une acquisition nécessite plusieurs estimations ayant une incidence sur l'évaluation de certains actifs acquis et passifs repris, y compris des estimations visant les taux d'actualisation, les coûts d'exploitation, les estimations relatives aux produits, les prix des marchandises, les dépenses d'investissement futures et d'autres facteurs. Le calcul de la juste valeur peut demeurer provisoire pour une durée maximale de 12 mois à compter de la date d'acquisition en raison du temps nécessaire à l'obtention d'évaluations indépendantes des actifs individuels et à l'évaluation des provisions. Lorsque la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises n'est pas terminée à la date de clôture, ce fait est mentionné dans les états financiers, y compris les observations à l'égard des estimations et des jugements formulés à la date de clôture.

Détermination du contrôle

Nous consolidons une entité émettrice lorsque nous en détenons le contrôle, et ce contrôle n'existe que lorsque nous détenons le pouvoir sur l'entité émettrice, que nous sommes exposés ou avons droit à des rendements variables en raison de nos liens avec l'entité émettrice, et que nous avons la capacité d'exercer notre pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer sur le montant des rendements que nous obtenons.

Lorsque nous évaluons si nous détenons le pouvoir sur une entité émettrice, nous faisons appel à notre jugement pour déterminer quelles activités de l'entité émettrice sont pertinentes dans le sens où elles ont une incidence importante sur les rendements de l'entité émettrice, et pour déterminer l'étendue de nos droits effectifs qui nous confèrent la capacité actuelle de

[Table des matières](#)

diriger les activités pertinentes de l'entité émettrice. Nous exerçons également notre jugement pour déterminer le nombre de droits de vote potentiels qui nous donnent des droits de vote, l'existence de relations contractuelles nous donnant le droit de vote et la capacité de nommer des administrateurs. Nous avons conclu des conventions de vote qui confèrent à la société en commandite la capacité de diriger par l'entremise de contrats les activités pertinentes de l'entité émettrice (officiellement appelée « pouvoir » aux termes d'IFRS 10, *États financiers consolidés*). Lorsque nous évaluons si nous sommes exposés ou si nous avons droit à des rendements variables en raison de nos liens avec l'entité émettrice, nous exerçons notre jugement pour déterminer si les rendements d'une entité émettrice sont variables et dans quelle mesure ils le sont en nous fondant sur la substance de l'accord, l'ampleur de ces rendements et leur importance par rapport à d'autres rendements, particulièrement dans les circonstances où notre bloc de droits de vote diffère de notre participation dans une entité émettrice. Lorsque nous évaluons si nous avons la capacité d'utiliser notre pouvoir sur l'entité émettrice pour influencer sur le montant des rendements que nous obtenons, nous exerçons notre jugement dans le cas où nous sommes un investisseur, afin de déterminer si nous agissons pour notre propre compte ou comme mandataire et si une autre entité ayant des droits décisionnels agit comme mandataire pour notre compte. Si nous déterminons que nous agissons comme mandataire, et non pour notre propre compte, nous ne contrôlons pas l'entité émettrice.

Transactions sous contrôle commun

IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, ne donne aucune indication précise sur l'évaluation relative aux transferts d'entreprises ou de filiales entre entités sous contrôle commun. Par conséquent, la société en commandite a mis au point une méthode comptable pour comptabiliser de telles transactions en tenant compte d'autres indications dans le cadre des normes IFRS et de positions officielles d'autres organismes de normalisation comptable. La méthode comptable de la société en commandite consiste à comptabiliser les actifs et les passifs, constatés à la suite de transactions entre des entités soumises à un contrôle commun, à la valeur comptable dans les états financiers du cédant.

Indicateurs de dépréciation

Le jugement est exercé pour déterminer s'il existe des indicateurs de dépréciation dans le cadre de l'évaluation de la valeur comptable des actifs de la société en commandite, y compris en ce qui a trait à la capacité de la société en commandite à détenir des actifs financiers, à l'estimation des produits et des coûts directs futurs liés aux unités génératrices de trésorerie et à la détermination des taux d'actualisation ainsi qu'au moment où la valeur comptable d'un actif est supérieure à la valeur calculée au moyen de prix négociés en bourse sur un marché liquide.

En ce qui concerne certains de nos actifs, les prévisions à l'égard de la recouvrabilité et de la viabilité économique des immobilisations corporelles nécessitent une estimation des réserves. L'estimation des réserves est un processus complexe qui suppose le recours à des interprétations et des jugements importants. Cette estimation dépend de la situation économique, de la production et des activités d'exploitation et de mise en valeur, et elle fait appel aux données géologiques, géophysiques, techniques et économiques disponibles.

Comptabilisation des produits

Certaines des filiales de la société en commandite utilisent la méthode des coûts engagés pour évaluer la mesure dans laquelle les obligations de prestation sont remplies en vertu d'IFRS 15. À mesure que les travaux sont exécutés, un actif sur contrat est comptabilisé sous la forme de travaux en cours, lequel est reclassé dans les débiteurs lorsqu'il est facturé au client. Si le paiement est reçu avant que les travaux ne soient terminés, un passif sur contrat est comptabilisé. Les contrats de construction ne sont pas considérés comme comportant une composante financement importante, puisque la période entre la comptabilisation des produits selon la méthode des coûts engagés et la réception du paiement est généralement de moins de un an.

Les produits tirés de la vente de biens de notre entreprise de carburants pour véhicules routiers au Royaume-Uni représentent les ventes facturées nettes de carburants et de certificats relatifs à l'obligation d'utilisation de carburant renouvelable, en excluant les taxes à la valeur ajoutée, mais en incluant les taxes d'accise, qui sont considérées comme des

[Table des matières](#)

taxes à la production et comptabilisées dans la contrepartie reçue. Les produits sont comptabilisés au moment où il y a transfert du titre de propriété au client.

Instruments financiers

Les jugements inhérents aux méthodes comptables liées aux instruments financiers dérivés ont trait à l'application des critères relatifs à l'évaluation de l'efficacité des relations de couverture. Les estimations et les hypothèses utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers sont les suivantes : les prix des capitaux propres et des marchandises; les taux d'intérêt futurs; la qualité de crédit de notre société en commandite par rapport aux autres parties contractantes; le risque de crédit des contreparties de la société en commandite; les flux de trésorerie futurs estimatifs; les taux d'actualisation et le niveau de volatilité utilisé pour l'évaluation des options.

Passifs relatifs au démantèlement

Des coûts de démantèlement sont engagés à la fin de la durée d'exploitation de certains de nos installations pétrolières et gazières et de nos biens miniers. Ces obligations ne surviendront habituellement que dans plusieurs années, et leur estimation fait appel au jugement. Les estimations relatives aux coûts de démantèlement peuvent varier en fonction de plusieurs facteurs, y compris des modifications des exigences juridiques, réglementaires et environnementales pertinentes, l'émergence de nouvelles techniques de restauration ou les résultats observés à d'autres sites de production. Les hypothèses et les estimations inhérentes au calcul de ces coûts ont trait aux montants finaux des règlements, aux facteurs d'inflation, aux taux d'actualisation et au moment des règlements.

Autres

Les autres estimations et hypothèses utilisées dans le cadre de la préparation des états financiers de la société en commandite ont trait aux éléments suivants : l'évaluation ou la détermination des montants recouvrables, les taux d'amortissement et la durée d'utilité, l'estimation des montants recouvrables liés aux unités génératrices de trésorerie aux fins du test de dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles, ainsi que la capacité à utiliser les pertes fiscales et d'autres évaluations fiscales.

Les autres jugements critiques portent sur la détermination de la monnaie fonctionnelle.

Changements futurs de méthodes comptables

Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié une nouvelle norme, IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »), qui entraîne la comptabilisation de la plupart des contrats de location dans l'état de la situation financière, faisant disparaître la distinction entre contrats de location simple et contrats de location-financement. Toutefois, le traitement comptable appliqué par le bailleur demeure essentiellement le même et la distinction entre contrats de location simple et contrats de location-financement reste inchangée. IFRS 16 annule et remplace IAS 17, *Contrats de location*, et les interprétations connexes et entre en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019.

La société en commandite adoptera IFRS 16 selon la méthode rétrospective modifiée en vertu de laquelle l'incidence de la transition est comptabilisée en capitaux propres au 1^{er} janvier 2019 et les chiffres des périodes comparatives ne sont pas retraités. La société en commandite appliquera certaines exemptions en matière de transition, mesures de simplification et options en matière de choix des méthodes au moment de l'adoption de la nouvelle norme. Plus précisément, la société en commandite a choisi d'appliquer des mesures de simplification relatives aux contrats de location à court terme.

Après avoir mené des séances de planification stratégique avec ses filiales et ses entreprises associées, la société en commandite a mis en œuvre un plan d'adoption. La société en commandite a utilisé les ententes contractuelles existantes pour cerner les contrats de location qui doivent être comptabilisés dans les états consolidés de la situation financière en vertu de la nouvelle norme. En outre, la société en commandite a pratiquement achevé la quantification de la valeur actualisée des contrats de location cernés afin de déterminer l'incidence de l'adoption, à l'exclusion des acquisitions conclues au quatrième trimestre

[Table des matières](#)

de 2018. À l'heure actuelle, la société en commandite a pratiquement finalisé l'analyse documentée et l'évaluation de l'incidence éventuelle sur les systèmes informatiques et les contrôles internes et a rédigé une ébauche des informations à fournir en vertu de la nouvelle norme.

L'incidence estimative de la transition à la nouvelle norme, compte non tenu de l'incidence des acquisitions conclues au dernier trimestre de l'exercice, se traduit par une augmentation de 880 M\$ à 1 080 M\$ du total de l'actif et du total du passif. Il n'y a pas eu d'incidence importante sur les capitaux propres. Ces estimations sont provisoires et pourraient changer à mesure que la société en commandite met la touche finale à ses procédures d'adoption et évalue et quantifie l'incidence d'IFRS 16 sur les acquisitions conclues au cours du quatrième trimestre de 2018.

Incertitude relative aux traitements fiscaux

En juin 2017, l'IASB a publié IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux* (« IFRIC 23 »), qui entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Aux termes de l'interprétation, une entité doit évaluer s'il est probable qu'une administration fiscale accepte un traitement fiscal incertain utilisé par une entité, ou qu'une entité se propose d'utiliser, dans sa déclaration de revenus et elle doit faire preuve de jugement pour déterminer si chaque traitement fiscal doit être considéré isolément ou si certains traitements fiscaux devraient plutôt être regroupés. Son choix doit se faire en fonction de la méthode offrant les meilleures prévisions quant au dénouement de l'incertitude. L'entité doit aussi déterminer s'il est probable que l'autorité compétente accepte chaque traitement fiscal ou chaque ensemble de traitements fiscaux, en supposant que l'autorité fiscale habilitée à contrôler un montant déclaré contrôlera effectivement le montant en question et aura, pour ce faire, pleine connaissance de toute l'information pertinente. L'interprétation peut être appliquée de façon entièrement rétrospective ou selon l'approche rétrospective modifiée sans retraitement de l'information comparative. La société en commandite évalue actuellement l'incidence d'IFRIC 23 sur ses états financiers consolidés.

Regroupements d'entreprises

En octobre 2018, l'IASB a publié une modification d'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises* (« IFRS 3 »), qui s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020. La modification clarifie la définition d'entreprise et aide les sociétés à déterminer si une acquisition est un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'un groupe d'actifs. La modification met l'accent sur le fait que l'objectif d'une entreprise est de fournir des biens et services à des clients et donne aussi des directives additionnelles. La société adoptera la norme de manière prospective et évalue actuellement l'incidence de celle-ci sur ses états financiers consolidés.

Nouvelles méthodes comptables adoptées

Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (« IFRS 15 »), précise de quelle façon et à quel moment les produits doivent être comptabilisés et prescrit la présentation d'informations additionnelles. IFRS 15 exige la présentation d'informations au sujet de la nature, du montant, du calendrier et du degré d'incertitude des produits et des flux de trésorerie provenant de contrats conclus avec des clients. IFRS 15 annule et remplace IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, IAS 11, *Contrats de construction*, et un certain nombre d'interprétations liées aux produits. IFRS 15 s'applique à presque tous les contrats conclus avec des clients, les principales exceptions concernant les contrats de location, les instruments financiers et les contrats d'assurance.

La société en commandite a adopté cette norme en utilisant l'approche rétrospective modifiée, selon laquelle un ajustement cumulatif est comptabilisé dans le solde d'ouverture des bénéfices non distribués le 1^{er} janvier 2018, comme si la norme avait toujours été en vigueur, et pour lequel les périodes correspondantes ne sont pas retraitées. La société en commandite a choisi de se prévaloir de la mesure de simplification à l'égard des modifications de contrats. Au moment de l'adoption, la société en commandite a comptabilisé une diminution du solde d'ouverture des bénéfices non distribués d'environ 260 M\$ attribuable à la société en commandite, déduction faite de l'impôt, découlant principalement de notre entreprise de services de construction. Selon IFRS 15, les produits tirés des contrats de services de construction de la société en

[Table des matières](#)

commandite continueront d'être comptabilisés progressivement. Toutefois, un seuil de probabilité supérieur doit être atteint avant de pouvoir comptabiliser les produits liés à une contrepartie variable, notamment les incitatifs et les réclamations, et les variations découlant des modifications apportées à des contrats. En vertu d'IAS 18 et d'IAS 11, les produits étaient comptabilisés lorsqu'il était probable que les travaux réalisés donneraient lieu à des produits. En vertu d'IFRS 15, les produits sont plutôt comptabilisés lorsqu'il est hautement probable qu'aucun ajustement à la baisse important des produits n'aura lieu en raison de ces modifications.

Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »), qui annule et remplace IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 établit des principes d'information financière en matière d'actifs financiers et de passifs financiers en vue de la présentation d'informations pertinentes et utiles aux utilisateurs des états financiers pour l'appréciation des montants, du calendrier et du degré d'incertitude liés aux flux de trésorerie futurs de l'entité. Cette norme comprend également une nouvelle norme en matière de comptabilité de couverture générale qui lie plus étroitement la comptabilité de couverture aux activités de gestion des risques d'une entité. Elle ne modifie pas entièrement les différentes catégories de relations de couverture ni l'obligation d'évaluer et de comptabiliser l'inefficacité. Cependant, IFRS 9 permet à un plus grand nombre de stratégies de couverture utilisées pour la gestion des risques d'être admissibles à l'application de la comptabilité de couverture et permet d'exercer davantage son jugement au moment d'évaluer l'efficacité des relations de couverture. Outre les exigences applicables à la comptabilité de couverture, qui ont été appliquées de façon prospective, la société en commandite a adopté cette norme en utilisant l'approche rétrospective sans retraitement, selon laquelle un ajustement cumulatif est comptabilisé dans le solde d'ouverture des bénéfices non distribués le 1^{er} janvier 2018, comme si la norme avait toujours été en vigueur, et pour lequel les périodes correspondantes ne sont pas retraitées. Les périodes correspondantes sont présentées en vertu d'IAS 39. Au moment de l'adoption, la société en commandite a comptabilisé un ajustement du solde d'ouverture des bénéfices non distribués de néant attribuable à la société en commandite, déduction faite de l'impôt.

Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée

En décembre 2016, l'IASB a publié IFRIC 22, *Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée* (« IFRIC 22 »), qui entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. L'interprétation précise que la date de la transaction aux fins de la détermination du cours de change à employer lors de la comptabilisation initiale de l'actif, de la charge ou du produit connexe (ou de la partie d'actif, de charge ou de produit connexe) est la date de la comptabilisation initiale, par l'entité, de l'actif non monétaire ou du passif non monétaire issu du paiement ou de la réception de la contrepartie anticipée. L'interprétation a été appliquée prospectivement. L'adoption d'IFRIC 22 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers.

5.C. RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES, ETC.

Sans objet

5.D. INFORMATION SUR LES TENDANCES

Se reporter à la rubrique 5.A. « Résultats d'exploitation ».

5.E. ARRANGEMENTS HORS BILAN

Dans le cours normal des activités, nos filiales en exploitation détiennent des garanties bancaires, des garanties d'assurance et des lettres de crédit en cours auprès de tierces parties. Au 31 décembre 2018, le montant total en cours était d'environ 1,7 G\$. Si un montant est prélevé sur une de ces lettres de crédit ou garanties, nous aurons l'obligation de rembourser l'émetteur de la lettre de crédit ou de la garantie. La société en commandite n'exerce pas ses activités, autres que celles liées aux placements mis en équivalence, par l'intermédiaire d'entités qui ne sont pas consolidées dans les états financiers et elle ne s'est pas engagée contractuellement ou n'a pas garanti de soutenir toute obligation financière significative qui n'est pas reflétée dans les états financiers.

[Table des matières](#)

Nos entreprises de construction et autres activités sont tenues de donner, dans le cours normal des activités, des garanties et des indemnités relativement à l'exécution des obligations contractuelles des entités contrôlées, des entreprises associées et des parties liées. Toute perte connue à ce titre a été prise en compte.

Dans le cours normal des activités, nous signons des conventions qui prévoient des indemnisations et qui accordent des garanties à des tiers relativement à certaines transactions, notamment des cessions ou des acquisitions d'entreprises, des projets de construction, des projets d'investissement et des ventes ou des achats d'actifs ou de services. Nous avons également convenu d'indemniser nos administrateurs et certains de nos dirigeants et employés. La nature de la presque totalité des engagements d'indemnisation ne nous permet pas d'établir une évaluation raisonnable du montant maximal que nous pourrions être tenus de verser à des tiers, car bon nombre d'ententes ne fixent aucun montant maximal, et ces montants dépendent de l'issue d'événements futurs éventuels dont la nature et la probabilité ne peuvent être déterminées à l'heure actuelle. Par le passé, nous n'avons versé aucun montant important en vertu de ces conventions d'indemnisation. En outre, nous avons conclu des conventions d'indemnisation avec Brookfield relativement à certains projets au Moyen-Orient qui étaient en cours avant la scission-distribution. En vertu de ces conventions d'indemnisation, Brookfield a convenu de nous indemniser ou de nous rembourser, selon le cas, pour la réception de paiements au titre de ces projets.

À l'occasion, nous pourrions éventuellement être tenus responsables à l'égard de litiges et de réclamations qui surviennent dans le cours normal des activités. Le 3 juillet 2017, un client de notre entreprise de construction a fait une réclamation au titre de la garantie bancaire de paiement anticipé, pour un montant d'approximativement 32 M\$, relativement à un projet au Moyen-Orient. La direction a contesté avec succès cette réclamation, qui a été confirmée par les tribunaux locaux. Le 22 février 2018, l'appel de la décision du tribunal par le client a donné lieu à un paiement au titre des garanties bancaires, en raison de la structure de la garantie. La direction continue de présenter des demandes reconventionnelles aux tribunaux locaux, et à l'heure actuelle, toute perte associée à ce projet ne peut être évaluée, et le paiement connexe n'est pas probable.

Instruments financiers – stratégie de couverture du risque de change

Dans la mesure où cela s'avère intéressant sur le plan économique, la stratégie de la société en commandite consiste à couvrir une partie de ses placements en titres de capitaux propres ou de ses flux de trésorerie exposés au risque de change. La stratégie de couverture du risque de change de la société en commandite consiste à tirer parti de toute couverture naturelle qu'il pourrait y avoir au sein des activités, à financer les activités par des emprunts en monnaie locale dans la mesure du possible et à recourir à des contrats dérivés dans la mesure où les couvertures naturelles ne sont pas suffisantes.

Le tableau qui suit présente nos placements en titres de capitaux propres libellés en devises, excluant les participations d'autres entités dans les filiales en exploitation, au 31 décembre 2018.

(en millions de dollars américains)	Couvertures d'investissement net						
	\$ US	\$ CA	\$ AU	BRL	GBP	EUR	Autres
Placement net en titres de capitaux propres	853 \$	685 \$	409 \$	356 \$	142 \$	170 \$	348 \$
Couvertures de change – \$ US	573	(328)	(48)	—	(125)	(72)	—

Au 31 décembre 2018, nous disposons d'une couverture d'environ 27 % à l'égard de notre placement net en titres de capitaux propres en devises. Notre principale exposition non couverte est liée à certaines de nos activités au Canada dans le cadre desquelles des couvertures naturelles existent au sein des entreprises. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, nous avons comptabilisé un profit net avant impôt de 125 M\$ dans les autres éléments du résultat global relativement à ces contrats.

5.F. PRÉSENTATION SOUS FORME DE TABLEAU DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Un élément indissociable de la stratégie de notre société en commandite consiste à participer avec des investisseurs institutionnels à des fonds de capital-investissement dont Brookfield est le promoteur, lesquels visent des acquisitions correspondant au profil de capital-investissement de Brookfield. Dans le cours normal des activités, notre société en commandite a pris des engagements envers des fonds de capital-investissement dont Brookfield est le promoteur afin de participer à ces acquisitions ciblées dans l'avenir, lorsqu'elles seront identifiées, le cas échéant.

[Table des matières](#)

Dans le cours normal des activités, nous concluons des ententes contractuelles qui pourraient exiger des paiements de trésorerie futurs. Le tableau ci-dessous présente nos obligations contractuelles au 31 décembre 2018.

(en millions de dollars américains)	Paiements au 31 décembre 2018				
	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	De 3 à 5 ans	Par la suite
Emprunts	10 904 \$	1 825 \$	1 014 \$	2 623 \$	5 442 \$
Obligations en vertu des contrats de location-financement	60	12	7	25	16
Contrats de location simple	1 245	225	143	341	536
Charges d'intérêts	2 718	545	503	1 206	464
Passifs relatifs au démantèlement	1 033	5	2	7	1 019
Obligations à l'égard des régimes de retraite	1 006	84	88	292	542
Obligations en vertu de contrats	1 051	376	423	138	114
Total	18 017 \$	3 072 \$	2 180 \$	4 632 \$	8 133 \$

5.G. DISPOSITIONS REFUGE

Se reporter à la rubrique « Note spéciale concernant les énoncés prospectifs ».